

Pologne: le KOR en procès, solidarité !

Rouge

PCF

Un débat

incontournable

P 4

M 1578 N° 1120 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

6 au 12 juillet 1984

Creusot-Loire



Une faillite politique

Une note sinistre

Après des mois de manœuvres et de négociations semi-secrètes, l'affaire Creusot-Loire éclate, menaçant des dizaines de milliers d'emplois, au milieu de l'été.

Au Creusot, grèves et manifestations : chacun s'interroge sur l'avenir. Dans la vallée du Giers (Loire), grèves et manifestations : chaque famille compte un salarié de Creusot-Loire, de ses filiales ou de ses sous-traitants. Mais quel isolement !

Il pouvait en être autrement. Les menaces du P-DG étaient connues depuis des mois. Le gouvernement pouvait donc prendre des mesures. Et les directions syndicales se devaient de joindre cette lutte, nécessaire face

à Empain-Schneider, à celle de la navale (dont Empain-Schneider est, comme par hasard, un actionnaire important) et à celle des sidérurgistes (dont Creusot-Loire n'est qu'un chapitre particulier). Mais les patrons restent maîtres des usines, nationalisées ou non, et maîtres du calendrier : 3 500 suppressions d'emplois viennent d'être annoncées par Renault-Véhicules industriels à une date soigneusement décalée par rapport au « dossier Citroën », qui lui-même avait été soigneusement décalé par rapport au « dossier Talbot ». La mobilisation tardive et bien solitaire de ceux de Creusot-Loire, malgré l'été, ne peut laisser aucun militant ouvrier indifférent. Partout des témoignages de solidarité

peuvent être réalisés. Des avertissements envoyés unitairement aux pouvoirs publics : « Pas un licenciement, empêchez de nuire Pineau-Valencienne et le groupe Empain-Schneider. » Cette affaire Creusot-Loire vient clore l'année sociale sur une note sinistre. Encore soulignée par les dernières prestations de Gattaz et de Mauroy à la télévision. Le président du CNPF, donneur de leçons et dominateur, fait de la publicité autour de ses « idées ». Il prétend que les patrons pourraient créer 471 000 emplois à condition que ce soient des « emplois nouveaux à contraintes allégées ». Bref, dit-il, supprimez ce qui limite la liberté d'exploiter ! Et Mauroy, pitoyable et dérisoire, a simplement annoncé qu'il « fallait continuer ».

UNE DELEGATION DE MINEURS ANGLAIS EN FRANCE

Un accueil chaleureux à Carmaux

A Carmaux, où des grèves dures se sont déroulées en février-mars 1983 contre la fermeture de puits, les mineurs anglais ont reçu un accueil chaleureux.

« Les mineurs anglais en grève étaient dernièrement les invités de la LCR », pouvait-on lire en sous-titre dans la *Dépêche du Midi* du 25 juin 1984. La LCR de Carmaux avait invité la délégation syndicale du NUM (syndicat national des mineurs) de Bold, région de Manchester de passage en France. C'est ainsi que les mineurs anglais restèrent trois jours à Carmaux.

Trois jours qui créèrent l'événement, dans cette ville marquée par la grève dure des mineurs en février et mars 1983 contre la fermeture des puits. Trois journées pendant lesquelles les

travailleurs de Carmaux ont exprimé leur solidarité avec les mineurs d'outre-Manche. Ainsi la *Dépêche du Midi* souligne « le chaleureux accueil reçu dans les cités minières et l'engagement des organisations syndicales CGT, CGT-FO et CFDT à les aider dans leur lutte ».

Cette solidarité s'est concrétisée par le succès des collectes effectuées dans les entreprises et au porte à porte dans les cités ouvrières : au total neuf mille francs furent recueillis sur les villes de Carmaux, Albi et Castres. La CGT avait elle-même organisé une col-

lecte pendant deux jours dans les mines.

Les mineurs anglais étaient reçus par les syndicats locaux des mines FO, CFDT et CGT.

Lors du meeting de solidarité, et devant une salle pleine, Gilles, employé aux mines de Carmaux, lançait un appel à la solidarité internationale, et à la nécessaire coordination des luttes contre l'austérité. Tony, pour la délégation, expliqua brièvement la lutte des mineurs anglais, puis un débat très intéressant s'engagea avec la salle. Les réponses des mineurs firent apparaître leur détermination extraordinaire à vaincre. Ils soulignaient les obstacles rencontrés au niveau des syndicats (TUC) et du Parti travailliste où l'aile droite ne

soutient pas clairement la lutte et refuse d'organiser une journée de grève nationale de soutien.

Debbie, épouse de l'un des mineurs, expliqua la participation des femmes de mineurs à la lutte. Elle devait souligner que cet appui des femmes avait été totalement sous-estimé par Mme Thatcher qui est maintenant en position délicate. Car, pour la délégation, il ne fait pas de doute que la grève va passer l'été et durera jusqu'à l'hiver. C'est dire que la solidarité est une tâche essentielle. Les mineurs anglais et leurs familles sont en train de faire des sacrifices extraordinaires pour tenir : vente des maisons, des voitures, de la télé, comme l'expliquait Debbie. Certains sont si démunis que des soupes

En grève depuis le 12 mars, les mineurs britanniques mènent une lutte opiniâtre contre les plans de Thatcher. Pour essayer de briser leur résistance, la « dame de fer » emploie les moyens les plus vils, répression féroce et tentative de les affamer avec leurs familles.

La solidarité internationale est un élément décisif de cette lutte exemplaire contre l'austérité. Il faut aujourd'hui l'amplifier.

En France, la fédération CGT du sous-sol a reçu une délégation du NUM et leur a promis leur soutien. Des collectes ont été faites, et des enfants de mineurs doi-

vent être accueillis en France pendant les vacances.

En Grande-Bretagne, chaque région syndicale organise ses propres activités de solidarité. C'est ainsi que le syndicat de la région de Manchester avait déjà envoyé, il y a deux mois, une délégation en Allemagne.

Unitaires, les syndicalistes mineurs britanniques sont prêts à travailler avec toutes les organisations ouvrières qui veulent organiser le soutien à leur lutte.

Une délégation du même syndicat était présent au rassemblement contre l'austérité du Bourget.

populaires ont été organisées.

L'initiative de la section LCR aura permis de stimuler la solidarité car jusqu'à présent rien n'avait été fait, à part un début de collectes de la CGT. Reste à voir si les engagements pris devant la délégation anglaise seront suivis d'effets. Pour les mili-

tants de la LCR, le travail de solidarité va se poursuivre, peut-être sous forme de collecte de vivres. Et pourquoi pas une délégation de Carmaux pour apporter le fruit des collectes en Angleterre ? Les mineurs anglais ont accueilli cette proposition avec enthousiasme.

Correspondant

Une journée à Gardanne

Lors de leur séjour en France, les mineurs britanniques se sont rendus à Gardanne, ville minière de la région de Marseille. Ils ont reçu là aussi un accueil chaleureux de la part des travailleurs de la région. Invités par la CGT à la journée portes ouvertes d'Ugine-Acier à Fos, journée qui s'est tenue en présence de Krasucki, ils ont

fait appel à la solidarité internationale. Ils ont ensuite rencontré plusieurs syndicats CGT, dont celui des mines, de Péchiney et l'union locale de Gardanne qui leur a fait la proposition de continuer la solidarité en jumelant Gardanne et Bold de la région de Manchester. Sept mille francs de collecte ont été recueillis en deux jours.

La mobilisation des femmes de mineurs

Venue avec la délégation des mineurs grévistes, Debbie, invitée à la Maison des femmes de Paris, a raconté l'action des femmes de mineurs dans la lutte.

« Thatcher a sous-estimé la détermination des mineurs, mais aussi celle des femmes des mineurs. » C'est l'une d'entre elles qui parle ainsi : venue en France avec la délégation des grévistes, Debbie était mardi dernier l'invitée de la Maison des femmes, à Paris, pour y parler du soutien que les femmes des mineurs apportent à la lutte de leurs maris.

Elle raconte aussi comment, dans toutes les communautés minières, les femmes des grévistes se sont regroupées pour tenter de faire face aux difficultés matérielles nées de la grève. Difficultés qui sont rapidement devenues une question de survie : comment assurer les besoins les plus élémentaires de la famille quand le salaire ne rentre plus, quand les allocations familiales sont réduites de 15 %... ? « Le gouvernement espère que les femmes, manquant d'argent, feront pression sur leurs maris pour qu'ils reprennent le travail », explique Debbie. Mais ce calcul s'avère mauvais : un peu partout, les femmes ont réagi en organisant des collectes d'argent et de nourriture (en porte à porte, à la sortie des supermarchés, etc.), dont elles assurent elles-mêmes la répartition : en organisant aussi des garderies pour les enfants, afin de

permettre au maximum de femmes de participer à ces activités.

Toutes ces initiatives sont discutées et préparées collectivement, chaque semaine, dans les réunions des « comités des femmes de mineurs ». Mais le champ des activités s'élargit rapidement : participation aux piquets de grève, interventions dans les meetings de solidarité, manifestations de femmes, etc.

Des énergies et des capacités nouvelles se révèlent brusquement : « On fait des choses qu'on n'aurait jamais faites auparavant, on est souvent parmi les plus militantes ! Dommage qu'il faille une grève pour que les femmes deviennent actives. »

Cette participation des femmes à la lutte n'a pas toujours été bien accueillie au départ : beaucoup d'hommes, y compris des militants syndicaux, étaient réticents vis-à-vis de ces comités, et tout à fait hostiles à la présence de femmes dans les piquets de grève. Mais, explique Debby, « ils se sont aperçus qu'on était capables de collecter beaucoup plus qu'eux, et que nos interventions dans les meetings avaient beaucoup de succès. Alors, ils ont fini par accepter ! Et puis, on est aus-

si capables que les hommes de mener la vie dure aux jeunes ! »

En tout cas, ces initiatives rencontrent un écho sans cesse croissant, et mobilisent un nombre toujours plus grand de femmes. En mai dernier, à Barnsley, ce sont dix mille personnes — dont les deux tiers de femmes — qui ont manifesté à l'appel du groupe « Femmes contre les fermetures des mines ». Et des contacts se sont établis avec les femmes qui luttent dans les mouvements pacifistes, avec les femmes de

Greenham Common en particulier.

Ainsi, après quatre mois de grève, et malgré des problèmes financiers de plus en plus dramatiques, l'atmosphère n'est pas à la démoralisation. La détermination au contraire est plus forte que jamais : « Quelles que soient les conséquences, on continuera car on est d'accord avec cette grève, on se bat pour le droit au travail de nos maris, contre les licenciements. On est prêt à tenir jusqu'à Noël, s'il le faut, car on est tous unis », conclut Debbie.

Anne-Marie Granger

VIENT DE PARAITRE

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)
n° 31
juillet 84 / 14 fr.

Sommaire

La France après le 17 juin

Le Pen :
Une menace et ses limites

Le réveil
de la classe ouvrière allemande
et la lutte pour les 35 heures

« Pour un nouveau pacte entre les travailleurs »
entretien avec Benjamin Coriat

Pologne : quand le PC suisse
publie ce que l'« Humanité » ignore

LILLE

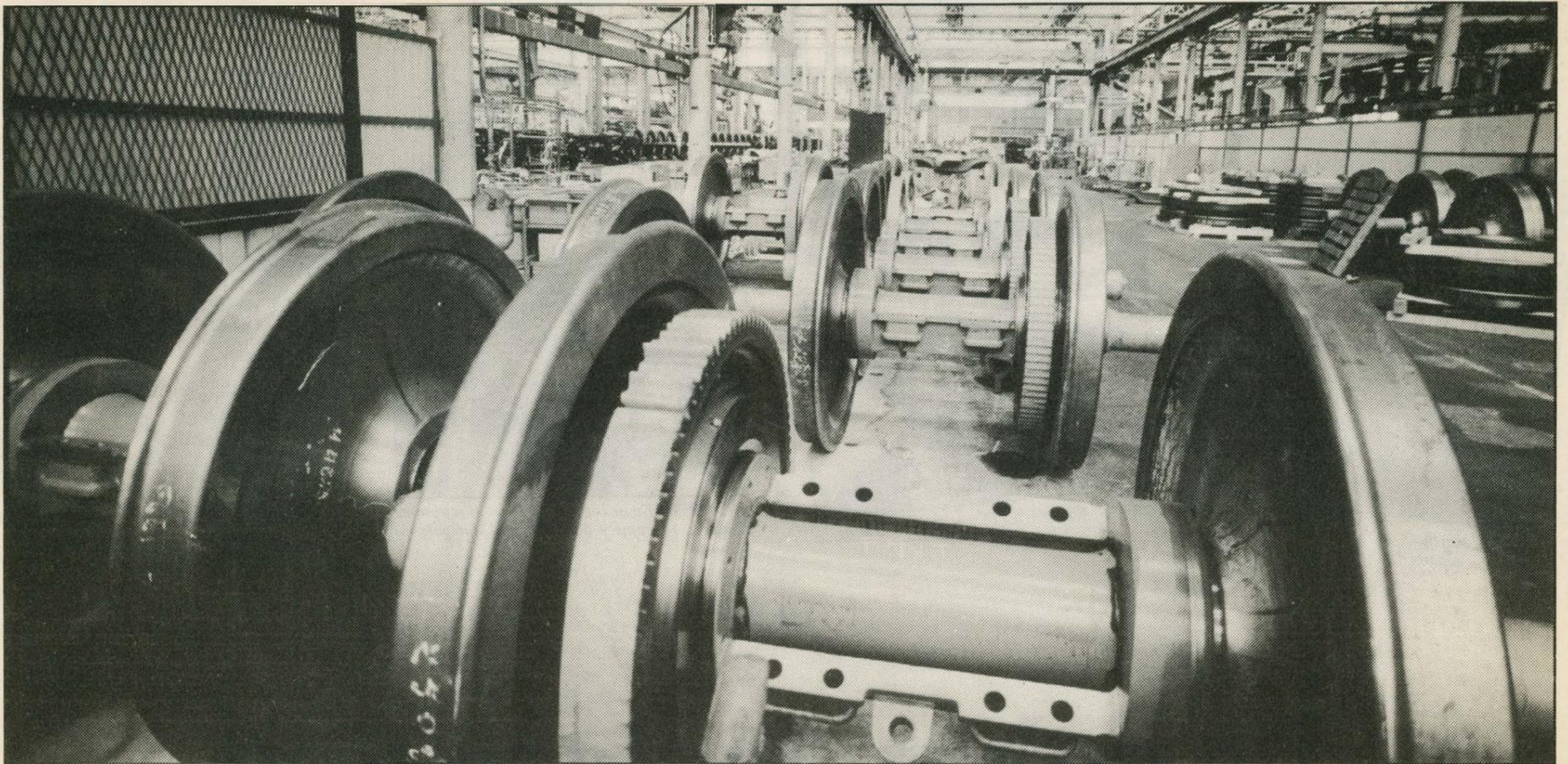
Arrestations après la manifestation contre Le Pen

Des heurts avec les CRS avaient marqué la fin de la manifestation contre Le Pen, le 24 mai à Lille. Quelques jours plus tard, les flics saisissaient films et photos aux sièges de FR 3 et de l'AFP. Sur ces seules pièces, la police a bâti son dossier contre plusieurs manifestants. L'un d'entre eux, Alain Pittene, est en prison depuis une semaine. Mardi 26 juin, plus d'une dizaine d'interpellations et de perquisitions étaient effectuées sans ménagement pour trouver des preuves. Le juge désigné pour l'instruction — un ancien officier de

gendarmerie — a déjà fait preuve de sa partialité lors d'« affaires délicates ».

Plus d'un mois après la manifestation, le gouvernement a décidé de frapper ceux qui manifestent leur refus des thèses racistes du président du Front national. Si Le Pen fait peur, ce n'est pas en cédant aux pressions des syndicats policiers de droite que ses menaces seront efficacement combattues. Au lendemain des européennes...

La section de Lille de la LCR exige la levée de toutes les poursuites judiciaires contre les antiracistes.



CREUSOT - LOIRE

Le pouvoir du patron et le baratin du pouvoir

Une leçon de choses, cette affaire Creusot-Loire ! L'argent n'a pas manqué, du 10 mai 1981 à avril 1984 pour faire des cadeaux au patronat.

Des cadeaux en pure perte : le gouvernement n'y récolte que coups bas, manœuvres, campagne de presse, insultes.

Et les travailleurs, restés jusqu'au bout

« dans l'attente », ne trouvent aucune garantie d'avenir dans le baratin, brusquement durci, du gouvernement.

Trente mille travailleurs sont angoissés pour leur avenir après la mise en liquidation judiciaire de Creusot-Loire. « Péripétie normale dans une économie de type libéral », a cependant osé déclarer Yvon Chotard, vice-président du CNPF le 29 juin dernier.

Ce cynisme et cette sérénité se comprennent aisément. La lecture de quelques extraits du rapport — présenté par le propre expert-comptable du groupe Schneider au conseil d'administration — montre assez comment l'actuel gouvernement s'est fait rouler dans la farine.

Reprenons, tout d'abord, l'affaire de la nationalisation manquée. Refusée, doit-on dire pour être plus précis. Creusot-Loire, en effet, appartenait à la banque Paribas depuis février 1981 : « Le baron Empain, note le rapport, lui avait vendu ses 35 % de parts d'actions et cela donnait à Paribas, à cause de divers montages financiers, un contrôle sur 54 % des parts ». Une fois la nationalisation des banques d'affaires décidée, l'Etat intervenait ; et se refusait à faire toute la lumière sur l'un des groupes qui profita le plus des investissements publics du temps de Giscard et Chirac (Empain-Schneider, grâce à Creusot-Loire était le leader du nucléaire depuis 1976 !).

En fait, Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, empêcha « une nationalisation rampante » : il « ramena à 25 % la participation publique dans le groupe en y faisant entrer d'autres actionnaires privés », dit le même rapport.

Du refus de la nationalisation...

Premier acte, donc : au nom du respect de « l'économie mixte », le refus de la nationalisation ; et l'éponge passée sur les

spéculations du groupe Empain-Schneider, parmi les plus importantes du lobby nucléaire. D'où le deuxième acte : « Le groupe, explique l'expert-comptable, fait payer le redressement de ses parties les plus déficitaires (un milliard au compte de l'Etat) et choisit de se concentrer sur certains secteurs (la mécanique, le transport d'énergie, le matériel d'équipement électrique, l'ingénierie).

Comme l'appétit vient en mangeant, dit-on, le groupe demande davantage : « En juin 1983, la direction du groupe Schneider menace de déposer le bilan de Creusot-Loire (déjà, NDLR) et demande à l'Etat une aide de 1,5 à 2 milliards pour soutenir l'entreprise. » Quelques mois plus tard, « en octobre, le CEA (nationalisé, NDLR) rachète à Creusot-Loire 20 % du capital de Framatome, portant ainsi sa participation de 30 % à 50 %. Cette opération ne modifie pas l'équilibre des forces, puisque Framatome reste une société en nom collectif dont Creusot-Loire garde la gérance. » C'est-à-dire une injection de fonds publics sans prise de contrôle correspondante.

... à la mise en liquidation

Symétriquement, « Creusot-Loire cède aux sociétés sidérurgiques nationalisées Usinor et Sacilor ses filiales très déficitaires productrices d'aciers spéciaux ». Le secteur nationalisé, ainsi, paiera ces dettes-là !

Et nous voici donc au troisième acte : « Après le refus du gouvernement de donner suite à ses nouvelles demandes d'assistance financière, le conseil d'administration de Creusot-Loire a décidé de demander au tribunal de commerce de Paris de bénéficier d'une suspension provisoire des poursuites.

(...) Il semble donc, conclut l'expert-comptable, que l'épreuve de force entre le groupe Schneider et les pouvoirs publics est engagée. »

Ce n'est cependant là, comme dirait Yvon Chotard qu'une « péripétie dans une économie de type libéral ». Car les dirigeants de Creusot-Loire n'ont jamais caché leur stratégie. Tel ce monsieur Collas, P-DG d'une de ses branches qui l'expliquait sans fard : « Il s'agit d'obtenir le leadership sur le marché de référence, ce qui implique d'avoir le meilleur produit (...) le meilleur prix de revient (y compris en achetant une part du marché comme c'est le cas pour les centrales nucléaires). Et quand on n'est pas le leader, il y a deux variantes possibles : soit trouver un segment de marché où on peut devenir leader ; soit avoir le courage de désinvestir » (...) Mais ajoutait-il (déjà !), « cela devient de plus en plus difficile de désinvestir. Vous pouvez désinvestir mais vous ne pouvez pas licencier » (Management-France avril-mai 1976).

Cette logique du groupe Empain-Schneider qui l'amène à se débarrasser aujourd'hui de salariés « en surnombre » par une astuce judiciaire, aucun ministre ou dirigeant du PS et du PC ne l'ignorait depuis des années. Mais ils font semblant de la découvrir. Alors que cette même logique amenait ces patrons à se plaindre des faiblesses de Giscard devant les licenciements ! Qui a pu croire que ces gens auraient des faiblesses en faveur de la majorité actuelle ?

La nationalisation et la planification

Avec l'affaire Creusot-Loire, la leçon de choses est évidente. Laurent Fabius du coup s'écrie : « Scandaleux, ce patronat ! », tandis que le PC se souvient de la possibilité de nationaliser Empain-Schneider. De son côté, la CFDT-métaux demande « la démission du P-DG Pineau-Valencienne ». Mais quelle est vraiment la solution, au moment où le secteur nationalisé, comme les patrons du privé, licencie au nom des « règles du marché » ?

Certains porte-parole du patronat — ironie du débat politique ! — avaient donné la bonne réponse, involontairement, du temps où ils frissonnaient devant les risques du changement. On le mesure à la re-

lecture de cet éditorial du *Journal des finances* du 9 juillet 1981 : « Par les banques et la distribution du crédit on tient l'économie toute entière. Lénine avait déjà fait cette découverte il y a plus de soixante ans. (...) Il est dans la logique des nationalisations qu'elles s'accompagnent d'une planification et qu'elles en soient l'instrument. (...) Et le président de la République, pendant sa campagne électorale, n'a pas caché son intention de mettre en œuvre une planification contraignante. » A l'évidence, la crainte était artificiellement montée en épingle pour sonner le tocsin...

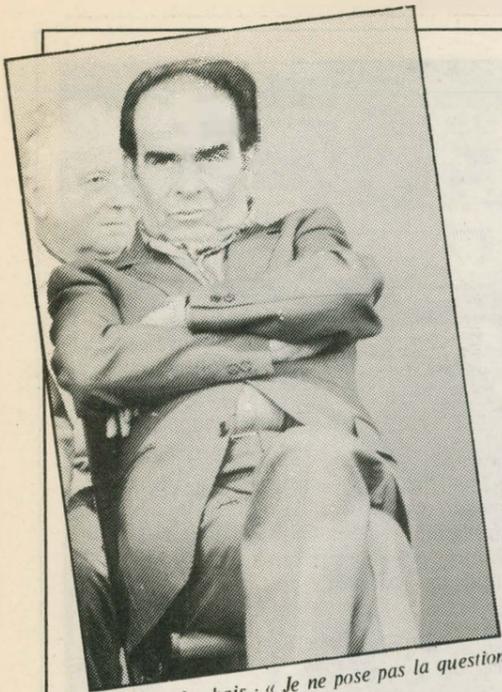
Toutefois, si une telle orientation politique avait été mise en œuvre, les patrons ne pourraient pas licencier et restructurer à leur guise et nous n'en serions sûrement pas au nombre de chômeurs qu'on sait ; ni la poussée de la droite sur fond d'abstentions des travailleurs et des jeunes !

Tous les problèmes, en effet, convergent. Pour la défense des revendications, pour affronter la droite, pour imposer une autre politique mettant en échec celle du patronat, un grand débat s'impose. Il est urgent de rejeter les projets actuels de « Sécurité sociale à deux vitesses », pour faire bloc contre les vagues de licenciements. Ce débat est d'autant plus actuel que, de l'aveu même des services officiels, les profits des entreprises augmentent pendant que le pouvoir d'achat baisse (voir page 6).

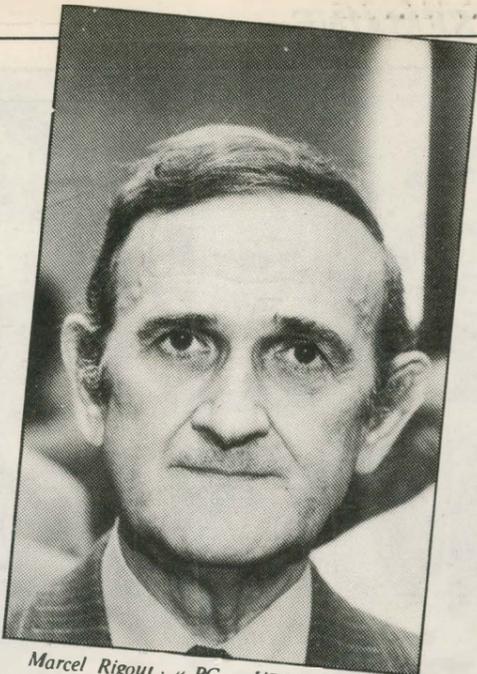
Comment les militants du PC et du PS peuvent-ils refuser de telles discussions ? Ils ne peuvent à aucun moment accepter de se soumettre au cynisme serein d'un Yvon Chotard. Devant le vice-président du CNPF, l'ensemble des militants ouvriers se doivent de chercher une alternative. Elle ne peut venir que si elle est préparée, au sein des organisations syndicales, par une discussion concrète : comment mobiliser ? Comment parvenir à l'unité ? Comment répondre aux faux arguments des défenseurs du libéralisme économique ?

« Restaurez dans sa totalité la libre concurrence », ose dire au gouvernement l'éditorial des *Echos* du 2 juillet, en « tirant les leçons de Creusot-Loire ». Nos conclusions sont à l'opposé : regroupons-nous pour préparer et imposer la mobilisation unitaire. Pour mettre en échec toutes les attaques de la droite et du patronat. Et pour imposer une politique rompant avec les intérêts des exploités.

Pierre Rème



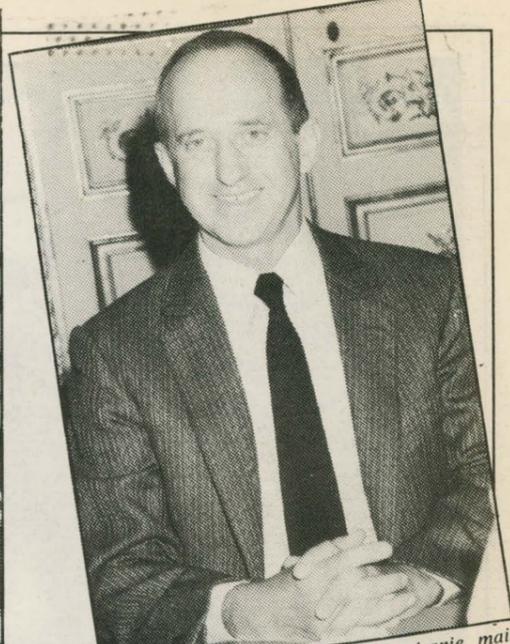
Georges Marchais : « Je ne pose pas la question de mon départ. »



Marcel Rigout : « PC = URSS = goulag. »



Charles Fiterman : « Cette sorte d'écœurante chasse à l'homme » dont Georges Marchais est l'objet.



Anicet Le Pors : « Ce n'est pas la zizanie, mais au contraire l'esprit d'unité et d'ouverture du parti. »

PCF

Le débat, malgré tout

La droite et le patronat se réjouissent du recul électoral du PCF. Les militants du PCF regardent avec inquiétude le nouvel échec de leur parti. Les 11 % du 17 juin viennent accroître la malaise de ces militants qui assumaient mal le soutien de leur parti à l'austérité gouvernementale.

Le comité central des 26 et 27 juin invite les militants communistes au débat. Mais par quel bout prendre cette immense question du déclin électoral du PCF ?

La résolution du comité central, votée à l'unanimité, et le rapport de Claude Poperen contiennent des explications qui n'en sont pas. Pour eux, les engagements du 10 mai n'ont pas été tenus. Soit ! Le nombre d'abstentions le démontre aisément. Mais là s'arrête la démonstration. Pour le CC du PC, le PS recule autant que le PC. Le PC avait une ligne juste, mais n'a pas su se faire comprendre. Sa stratégie des trois derniers congrès nationaux est mal passée dans ses rangs. Son poids n'est pas suffisant dans le gouvernement. D'ailleurs, il n'est pas suffisamment perçu comme parti de gouvernement. Son passé contestataire, de lutte de classe, imprègne son image.

En somme, le PC recule car il s'agit de la politique d'un gouvernement dans lequel il n'est pas assez inséré. Le PC est, injustement, jugé coresponsable de la trahison des espoirs du 10 mai 1981, mais plus encore il revendique de devenir un parti de gestion des affaires de l'Etat.

Ce cercle vicieux serait la base d'un débat que la direction appellerait de ses vœux ? Ce serait foncer tête baissée dans une impasse.

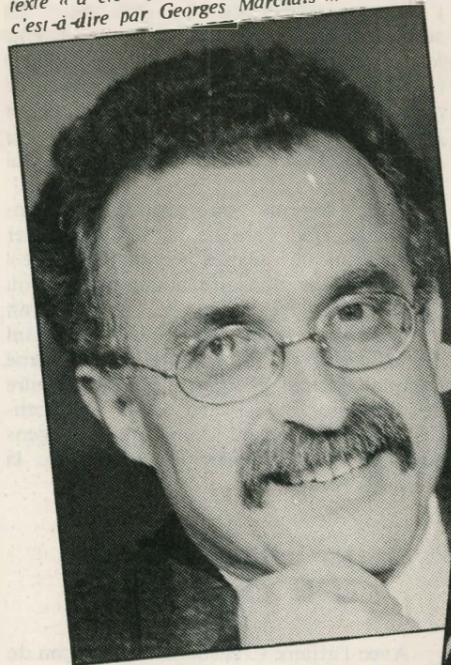
Le débat déborde...

Le cadre trop rigide du « débat » est débordé d'emblée par... Georges Marchais lui-même. Jeudi 27 juin, invité du journal télévisé de 13 h, il donne son interprétation « à titre personnel ». Il oppose, publiquement, son attachement au centralisme régnant dans le parti au doute émis par Pierre Juquin dans la presse. Il déclare s'accrocher à son siège de secrétaire général. Depuis, les déclarations, de tous ordres foisonnent, balayant le cadre étroit de la résolution du comité central.

Alain Amicable, membre du comité central depuis le XXIII^e Congrès (juin 1979), exprime ses interrogations dans *Révolution* du 29 juin, à l'occasion de la réunion du comité fédéral de Meurthe-et-Moselle, en présence d'un journaliste de l'hebdo du PC. « Nous sommes au seuil de

la disparition du parti si un sursaut n'est pas opéré », dit-il. « Il y a quelques décennies, tout ce qu'il y avait d'avant-gardiste dans la société française trouvait à s'exprimer dans le PCF. Ce n'est plus le cas. (...) La fonction du PCF, c'est la lutte pour la liberté et nous ne sommes pas crédibles sur ce qui est le fon-

Daniel Karlin, censuré par l'Humanité : son texte « a été refusé par la direction du parti, c'est-à-dire par Georges Marchais ».



dément même du parti. » Et de conclure que seul le débat ouvert pourra préserver l'unité d'un parti que « la désaffection d'une partie de ses militants a déjà fait éclater ».

Il ne sera pas le seul, lors de ce comité fédéral, à manier la critique. « Ici, en Lorraine, nous combattons le plan acier, et nos députés ont voté la confiance », s'écrie Alain Casoni, membre du comité fédéral. Patrice Fort estime que « nous sommes le parti du goulag, de l'Afghanistan et des fraudes ». Pour Richard Mathieu, de Pom-

pey, « nous voulons un socialisme démocratique et nous donnons l'image d'un parti inféodé à Moscou ». Fabrice Sacher : « Il faut couper définitivement le cordon qui nous lie à ces pays. » Enfin, Jean-Marc Duriez : « A présent, il faut réfléchir sur le centralisme démocratique car nous avons une conception dirigée de la démocratie. » Ces membres du comité fédéral de Meurthe-et-Moselle prennent le chemin d'explications plus globales que la simple description de phénomènes électoraux provoqués par l'après 10 mai.

Marcel Rigout, le 1^{er} juillet, en Italie, renchérit. Il appelle de ses vœux une « révolution culturelle ». Le parti est dans la « terrible équation PC = URSS = goulag ». Le ministre est pour lancer le débat par « des contributions diverses » afin que tous aient droit à la parole. Marchais est devenu,

indiqué lui-même que ce texte avait été refusé par la direction du parti, c'est-à-dire Georges Marchais. » Il dénonce « le silence invraisemblable de l'Humanité », tout cela parce que cette tribune en appelait à une rénovation du parti par un large débat démocratique et ouvert.

Les réponses de « l'Humanité »

L'Humanité répond. La page 3 du numéro du lundi 2 juillet en fait foi. Réponse à Karlin : « Le CC n'a pas décidé l'ouverture dès à présent d'une tribune de discussion dans ses colonnes. L'Humanité applique donc les décisions du comité central. »

Réponse tous azimuts de Charles Fiterman, qui dénonce « cette sorte d'écœurante chasse à l'homme dont [Georges Marchais] est l'objet de la part de nos adversaires de classe ».

Réponse de Marcel Rigout à... Marcel Rigout qui dément ses propos italiens de la veille.

Réponse du secrétaire de la fédération du Val-de-Marne au *Matin*, qui déforme des propos de Georges Marchais, membre de cette direction fédérale.

Que de réponses pour un débat non ouvert dans les colonnes de l'Humanité !

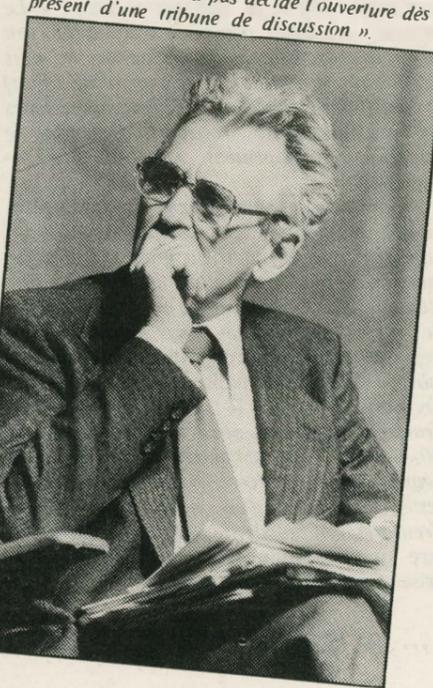
C'est auprès du secrétaire général du PC espagnol que l'Humanité va chercher des réponses de fond. Le quotidien du samedi 30 juin publie une longue interview de Gerardo Iglesias. Son parti « a connu une très grave crise », des scissions. Déroute électorale, hémorragie militante ont été le lot du parti frère. Tout cela parce que le PCE a inscrit « l'essentiel de ses activités dans le cadre du formalisme institutionnel en délaissant le travail de masse... ». « Malgré l'appui du PCUS [Union soviétique] au groupe scissionniste, nous gardons la tête froide et recherchons les moyens d'établir de bonnes relations avec le parti des communistes soviétiques. »

En somme, travail de masse (« aller vers les gens », dirait le PC français) et liens resserrés avec Moscou, telles seraient les deux recettes de ce qu'Iglesias appelle le « redressement » du PC espagnol.

Et pour les militants ouvriers ?

C'était Mitterrand et non Marchais qui passait pour le candidat le plus efficace contre Giscard en mai 1981. Auparavant, le PS doubla électoralement le PC, dès 1974. Son déclin électoral est constant depuis la candidature de Duclos en 1969. Les racines sont plus profondes que la simple par-

Roland Leroy, directeur de l'Humanité : le comité central « n'a pas décidé l'ouverture dès à présent d'une tribune de discussion ».



pour lui, « l'homme de l'échec », et il appelle de ses vœux une évolution à l'italienne qui aurait dû être mise en route, à l'instar du PC italien, dès 1956 (date du rapport présenté par Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS portant sur la déstalinisation).

Daniel Karlin, membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel, annonce dimanche 1^{er} juillet, à Antenne 2, qu'un article cosigné par Tony Lainé n'a jamais été publié dans l'Humanité. « Roland Leroy m'a

PS

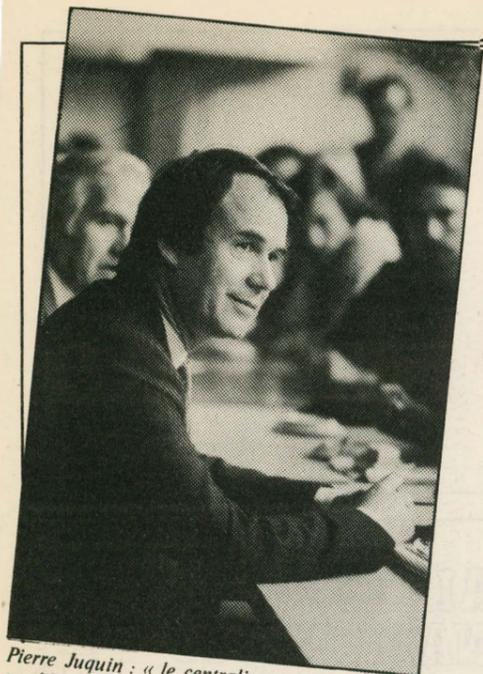
Lucide et impuissant

Après le 17 juin, les dirigeants socialistes analysent lucidement les racines de l'effondrement de la gauche. Mais ils se gardent bien d'en tirer les conclusions et ne parviennent qu'à geler les débats les plus importants.

Les hiérarques socialistes vont donc rapidement retrouver la donnée de départ : l'impossibilité de concilier la reconquête de l'opinion populaire et le soutien aux orientations du pouvoir.

Des débats différés

Le courant mitterrandiste ne pourra, dès lors, rester longtemps muet sur les choix stratégiques à long terme. Le parti doit-il poursuivre dans la voie de l'Union de la gauche ou se doter d'un profil lui permettant de nouer des alliances avec des forces bourgeoises significatives ? L'échec de la tentative élyséenne visant à constituer un « centre gauche » autour de la liste ERE ne clôt pas le débat. Les échanges du dernier comité directeur sont révélateurs. Ils ont opposé la majorité de la direction — qui, à l'instar de Jospin, affirme qu'« on ne trouvera pas de solution au centre et encore moins à droite » — à des personnalités comme Delors — qui pose crûment la question :



Pierre Juquin : « le centralisme démocratique » semble redevable de « modifications ».

● ● ●
participation des quatre ministres au gouvernement. La détention de portefeuilles ministériels n'a été qu'un catalyseur d'une crise plus ancienne.

C'est une crise d'orientation générale qui affecte le PCF. Celui-ci a voulu concilier l'inconciliable. Etre à la fois le parti de la classe ouvrière et se mouler dans les institutions électorales pour devenir un parti comme les autres. La prise du pouvoir, une fois abandonnée la dictature du prolétariat, n'a été officiellement comprise que comme une stratégie électorale. Ainsi le PC, dont les cellules d'entreprise sont la vraie richesse, a axé son activité sur le terrain des urnes et a transformé ses militants en fédération d'électeurs. Cette évolution ne date pas du XXII^e Congrès de 1976, mais les textes de ce congrès rejoignent une pratique aussi vieille que celle pratiquée dès le Front populaire de 1936 et préconisée par Maurice Thorez.

L'évolution vers les élections fut telle que les cellules d'entreprise ne pèsent plus guère dans les choix centraux, déterminés par les résultats électoraux et la conquête légale de strapontins au pouvoir d'Etat. Par un effet d'une logique implacable, l'appareil des élus et des permanents, confronté à la volonté de plaire à un électorat toujours plus large, a décollé de la réalité ouvrière, des intérêts de la classe exploitée, laissant aux militants d'entreprise une place diminuée.

Le grand écart, le PC ne le pratique pas depuis qu'il est au gouvernement. Depuis longtemps il gère, et maintenant en état de crise, la contradiction entre la sauvegarde d'un électorat qu'il veut plus large que les ouvriers et le maintien d'un contrôle absolu sur la classe ouvrière.

Au gouvernement, cet écart s'accroît d'autant plus que les mesures prises frappent les travailleurs. Sortir ou rester au gouvernement ne résoudrait pas ce problème central : un parti ne peut parler réellement au nom de la classe ouvrière, tout en préconisant, au plan électoral, la perspective de gérer loyalement les institutions de l'Etat, agent de domination de la classe patronale sur la classe ouvrière. Un parti ne peut représenter la classe ouvrière et expliquer que la rupture avec le mode de production capitaliste est superflue pour sortir de la crise et pour en finir avec l'exploitation inhérente au mode de production lui-même.

Dès lors, la démocratie dans le parti ne peut qu'être formelle. Donner la parole peut-être. Mais tenir compte de l'avis de ceux qui, en Lorraine ou dans la navale, sont licenciés par un gouvernement soutenu par le PC, serait suicidaire pour la direction centrale. On peut donner son avis. Mais que cela soit suivi d'effet, c'est une autre affaire. Dans un parti qui se veut communiste, la démocratie ne peut être celle de cette société, dans laquelle le suffrage électoral d'une bonne sœur vaut celui d'un ouvrier de production. Les bouches doivent s'ouvrir. Les voix doivent décider de l'orientation. Et ces voix doivent être celles des travailleurs du parti, pas celles des fonctionnaires de l'appareil.

Tout cela n'est évidemment qu'une première approche des problèmes posés au Parti communiste. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le prochain numéro de Rouge.

Jean Lantier

Bien qu'il ait essayé une défaite moins spectaculaire que le PCF, le Parti socialiste sort néanmoins ébranlé du scrutin du 17 juin. Avec 20,76 % des suffrages exprimés, il a, en effet, réalisé son score le plus mauvais depuis 1971. Ce qui interroge nombre de militants déjà fort peu mobilisés par la campagne de Lionel Jospin et les conduit à mettre en question une politique qui fait perdre à la gauche la capacité d'entraînement acquise dans les années soixante-dix.

Les dirigeants socialistes pouvaient difficilement échapper à ce constat lors du co-

l'« électoral de gauche pour le reconquérir », proclame Jospin. Et la résolution du comité directeur parle de la nécessité d'une « lutte offensive contre le retour en force de l'idéologie de la droite repeinte aux couleurs modernes ».

Pour donner quelque crédit à une telle tactique, le PS doit, dans le même temps, chercher à se préserver des retombées de l'action gouvernementale. Il marque donc ses distances avec cette dernière. « Il y aurait un grand risque, déclare le comité directeur, à ce que la politique d'assainissement soit ressentie comme conduisant simplement à



« Même avec un taux de croissance plus élevé, a expliqué Jacques Delors, le chômage resterait à un niveau élevé. »

mité directeur des 30 juin et 1^{er} juillet. Dans son rapport introductif, Jean Poperen devait ainsi reconnaître : « C'est notre base sociale et politique qui a été le plus directement affectée. »

Au-delà de ce constat de faillite, l'état-major du PS apprécie fort lucidement les raisons de la dégringolade du 17 juin et l'état d'esprit des travailleurs. « Notre politique n'est pas populaire », explique Lionel Jospin, tandis que le numéro deux du parti affirme : « L'un des signaux qui nous a été adressé le 17 juin, c'est que le monde du travail a besoin de savoir de quels moyens nous pourrions nous servir, dans la période qui vient, pour stabiliser le chômage, puis pour amorcer une inversion de la courbe. »

Colmater les brèches

La direction du PS veut maintenant colmater les brèches. Il lui faut pour cela, arrêter l'hémorragie électorale et remobiliser son propre parti en prévision des échéances électorales. L'enjeu en est tout simplement la préservation de la place conquise par le courant socialiste dans le mouvement ouvrier et dans la société.

Cela conduit en premier lieu les responsables socialistes à « gauchir » leurs discours, à se poser en défenseurs des « valeurs » de la gauche. Il faut « se tourner vers

accroître les bénéfices des entreprises et non à élargir en même temps les possibilités d'emplois. »

Cette attitude permet de différer tous les débats de fond qui se posent aujourd'hui aux militants. Mais elle risque fort d'éclater sur les prochains obstacles politiques, à commencer par le vote du budget 1985, à propos duquel Delors a d'ores et déjà annoncé qu'il se traduirait par de nouvelles attaques contre les salariés. Majoritaire au Parlement, impuissant — du fait de son respect servile des mécanismes institutionnels — à peser sur les centres de décision réels, le PS ne pourra éviter d'apparaître comme coresponsable de l'austérité à laquelle il continue d'apporter son soutien. « Il faut poursuivre la politique engagée par les décisions de juin 1982 et mars 1983 », dit très clairement la résolution du comité directeur.

Dans ce cadre, les incantations en faveur d'une action prioritaire contre le chômage se heurteront aux conséquences inévitables d'une « rigueur » conçue dans le seul intérêt du monde des affaires. Le ministre de l'Economie n'a d'ailleurs pas caché que le chômage actuel était pour l'essentiel lié aux « mutations industrielles » (entendez la rentabilisation capitaliste de l'appareil productif) et ne se résorberait pas sur le moyen terme.

« Comment va-t-on se débrouiller si le PS fait 30 % et le PC 12 % ? » Pour l'heure, cette discussion est gelée, chacune des composantes de la majorité attendant les réactions officielles de l'Élysée. Mais il ne saurait manquer de resurgir.

L'impasse n'est pas moins grande du côté du CERES. Les discours de Jean-Pierre Chevènement, en faveur d'un « gouvernement de salut public » (perspective impliquant un élargissement de la coalition « vers la droite »), ôtent toute crédibilité à l'« autre politique » qu'il préconise. Cette dernière ne se différencie d'ailleurs de l'action de Jacques Delors que par la proposition d'un programme d'investissements de vingt milliards et de mesures protectionnistes destinées à éviter qu'une relance ne s'accompagne d'un regain d'importations. L'une et l'autre convergent sur l'essentiel : l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il est, à cet égard, significatif que le CERES se soit abstenu sur la résolution finale du comité directeur et que certains de ses représentants aient laissé entendre, à l'issue de celui-ci, que « les positions se rapprochaient ».

Un parti dans l'attente, des débats gelés : ce ne sont pas les conclusions de ce comité directeur qui permettront aux militants de sortir du marasme où les ont plongés trois ans de reniements et de capitulations.

Christian Picquet

BILAN ECONOMIQUE 1983

Une bonne année... pour les profits

Dans un document publié à l'occasion de la présentation du rapport sur les comptes de la nation, les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE et de l'administration centrale des finances présentent leurs propres commentaires qu'ils résument ainsi : « une mauvaise année pour travailleurs, une bonne année pour la situation des entreprises ». Rouge publie de larges extraits de ce document.

La politique anti-inflationniste a surtout eu comme résultat d'amorcer un recul du pouvoir d'achat des travailleurs.

Au moment de la mise en place du plan de rigueur de mars 1983, une « nouvelle » théorie de l'inflation fut développée, qui reliait celle-ci à l'indexation des salaires sur la hausse des prix. Dans les négociations salariales fut intégrée l'idée selon laquelle les hausses de salaires devraient être programmées en fonction de l'objectif gouvernemental (8 % en 1983)... Ces dispositifs n'ont pas réussi à ralentir sensiblement l'inflation puisque les prix à la consommation ont augmenté de 9,3 % en 1983 contre 9,7 % en 1982. (...)

Par contre, le cassage des salaires a été effectivement réalisé en cours d'année : il conduit à une évolution dégradée du pouvoir d'achat.

- Le pouvoir d'achat du salaire annuel net dans le secteur privé et semi-public progresse faiblement : 0,7 % pour les smicards, 0,4 % pour les manoeuvres et 0,1 % pour les OS.

- Il baisse pour toutes les autres catégories, entre moins 0,4 % pour les ouvriers qualifiés et moins 1,4 % pour les contre-maîtres.

- Dans la fonction publique, le pouvoir d'achat des rémunérations nettes recule de 1,1 % mais ce résultat n'est pas repris dans le volume des comptes. (...)

C'est donc l'amorce d'un recul du pouvoir d'achat des travailleurs.

La politique de rigueur n'a pas conduit à un redressement structurel durable du commerce extérieur.

La réduction du déficit commercial est le résultat mécanique du décalage de conjoncture : en raison de la croissance nulle en France, les importations baissent en volume de 3,1 % (contre une hausse de 2,8 % en 1982) tandis que les exportations, tirées par la reprise à l'étranger, augmentent en volume de 2,3 % (après un recul de 2,2 % en 1982). (...)

Ce redressement conjoncturel n'est pas accompagné d'améliorations structurelles durables :

- La diminution du solde énergétique est liée en majeure partie à un changement dans la réglementation des stocks pétroliers. (...)

- La dépendance de l'industrie en matière de biens d'équipements professionnels n'a pas été réellement diminuée.

- L'endettement extérieur brut a augmenté de 50 %, passant de 295 à 451 milliards de francs.

Dans ces conditions, toute nouvelle tentative de relance classique se traduirait par une nouvelle augmentation du déficit commercial.

La considérable progression du profit des entreprises ne s'accompagne ni d'une progression analogue de l'investissement, ni a fortiori de créations d'emplois.

L'un des résultats frappants de la campagne de comptes est la considérable augmentation, de 32 %, du revenu disponible des sociétés. Les entreprises n'ont cependant pas consacré ce supplément de profit à aug-

menter leur investissement : celui-ci n'a augmenté que de 3,9 % en valeur de ce qui, du fait de la hausse des prix, représente une baisse en volume d'environ 4,2 %. (...)

Les entreprises ont préféré assainir leur situation financière : remboursements d'emprunts accélérés, formation de liquidités et surtout acquisition de titres pour 50,3 milliards de francs contre 27,7 l'année précédente.

Les entreprises n'ont a fortiori pas créé d'emplois : 1983 a connu une suppression nette de 123 000 emplois, dont 109 000 dans l'industrie. Si la politique de traitement social du chômage a permis de contenir le nombre de chômeurs, l'évolution de fin d'année (+ 84 000 chômeurs sur les deux derniers mois) fait apparaître une vague de licenciements provoqués par la faible croissance et devant permettre aux entreprises d'emmagasiner des gains de productivité et d'approfondir le mouvement de reconstitution du profit.

L'aggravation cumulative de l'austérité budgétaire pour les uns et d'intéressants placements pour les autres.

La politique d'austérité se traduit par un ralentissement des dépenses publiques, mais elle entraîne une baisse encore plus forte des recettes fiscales. Le déficit budgétaire ainsi créé (...) est couvert essentiellement par recours aux emprunts : 51 milliards d'obligations en plus des 13 milliards d'emprunt obligatoire sur les ménages.

Le placement de ces emprunts a été très rapide (l'emprunt de décembre 1983 a même été doublé par rapport au lancement initial et porté à 15 milliards). On constate que le taux d'épargne financière des ménages se maintient et que les déplacements financiers des sociétés ont connu un développement spectaculaire.

Plus généralement, le développement du marché financier en 1982 et 1983 montre que « de l'argent, il y en a », mais seulement pour les placements intéressants : plus de 10 % de rendement net pour les obligations, probablement plus de 30 % net pour les SICAV, plus de 50 % de plus-value sur les actions cotées en Bourse...

L'austérité est là pour durer.

Dans la logique choisie par le gouvernement, la politique d'austérité ne peut plus être présentée comme un moment difficile à passer qui serait la condition nécessaire pour mettre en place les conditions d'un redémarrage ultérieur. Dans les années à venir, il faudra encore plus d'austérité :

- Plus d'austérité pour casser la progression des salaires réels, baisser l'inflation et restaurer le profit.

- Plus d'austérité pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur en contenant la demande intérieure et en pariant sur une reprise durable à l'étranger.

- Plus de chômage, enfin, puisque c'est le prix à payer pour rétablir la compétitivité dans un contexte de croissance quasi nulle.

Au total, l'examen des données contenues dans le Rapport sur les comptes de la nation pour 1983 montre que la politique

NOS COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE LA NATION 1983

SYNDICATS NATIONAUX CGT & CFDT DE L'INSEE
SYNDICATS CGT & CFDT ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES
SECTIONS DE LA DIRECTION DE LA PREVISION

Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1983



28 juin 1984

suivie ne répond pas à court terme aux intérêts des travailleurs ni aux préoccupations exprimées par les organisations syndicales ; risquant à tout moment de déraiper dans la récession, incapable de mettre en place les conditions d'une relance créatrice d'em-

ploi, une telle politique ne constitue pas à moyen terme une issue à la crise. »

On peut se procurer l'intégralité de ce document auprès des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14. Tél CGT : 540 07 02 ; CFDT : 540 07 03.

L'inexorable logique de l'austérité

« Le gouvernement fait aujourd'hui ce que la droite n'a jamais fait lorsqu'elle était au pouvoir. Mais, en contrepartie, il faut que les entrepreneurs fassent leur métier. » Voilà comment Delors présente les résultats de sa politique d'austérité !

Il oublie de dire ce que montre le document syndical ci-contre : ce qui a été fait n'est pas encore jugé suffisant par les patrons. L'austérité appelle l'austérité. L'engagement de réduire de 1 % les prélèvements obligatoires symbolise la volonté du gouvernement d'aller encore plus loin sur la même voie : il s'agit en pratique de baisser la taxe professionnelle payée par les patrons et de supprimer les suppléments d'impôts sur les plus hauts revenus. Mais il faudra réduire les dépenses de l'Etat en proportion, ce qui signifie une austérité accrue.

La discussion du budget 1985 va donc condenser cette politique de reculs et de concessions à l'offensive de la droite.

En même temps, l'inefficacité de la politique gouvernementale en matière d'emploi va apparaître de manière criante : le « traitement social » coûte décemment trop cher et c'est pourquoi le nombre de chômeurs va faire un bond énorme, passant de 2 100 000 fin 1983 à 2 400 000 fin 1984.

Le pari consiste à tout miser sur la reprise de « nos partenaires ». Mais le risque est alors grand de voir s'étouffer celle-ci au moment précis — à la fin de 1985 — où ce gouvernement aura intérêt, en vue des élections, à relancer l'économie : une telle relance viendrait se briser sur la fameuse « contrainte extérieure »...

Maxime Durand

DE NOS CORRESPONDANTS

TRAVAILLEURS SOCIAUX PARIS
Chirac-la-matraque

C'est aux cris de « la liberté pour Chirac, c'est les coups de matraque », que s'est dispersé le rassemblement des travailleurs du secteur social de Paris, à l'appel de la CGT et de la CFDT, lundi 25 juin. Le maire de Paris faisait donner les forces de l'ordre, après avoir appliqué la veille le droit de manifester, dans les cortèges de l'école dite libre.

Le conseil général de Paris gère pour partie le budget de l'action sociale. Il a considérablement réduit les crédits de certains établissements. Les licenciements et les retards de financement s'accroissent. Le solde du budget 1983 n'est toujours pas voté, le budget 1984 non plus, et tout laisse présager un élargissement en règle du secteur en 1985. Cette politique multiplie les effets des circulaires ministérielles qui frappent le secteur sanitaire et social. Les besoins réels des usagers sont les premiers visés, les conditions de travail des salariés se dégradent. La dénonciation de conventions collectives par les employeurs, pour « financement insuffisant », menace. Une première tentative vient d'être faite chez les aides-ménagères.

Les travailleurs du secteur social ont tiré en assemblée générale, après la manifestation du 25, la conclusion qui s'impose : il faut maintenir la mobilisation, dans l'unité, élargir le mouvement à la rentrée, à l'ensemble du secteur et dans tous les départements. Car l'enjeu est de taille : pour mettre fin à ces attaques, les circulaires prévues pour le budget 1985 devront être abrogées.

COMMUNAUX MONS

Après le chef Mauroy, le marmiton Wolf

Marc Wolf, maire socialiste de Mons-en-Barœul, dans la banlieue de Lille, a le sens des médias. Celles-ci le lui rendent bien, friandes de ses coups d'esbrouffe, de ses opérations tape-à-l'œil à peu de frais. Marc Wolf, donc, défraie régulièrement les chroniques. Aussi a-t-il pu présenter son projet de passage aux trente-cinq heures, pour les personnels municipaux de la mairie qu'il gère, comme une avancée sociale importante. Marc Wolf en est tellement persuadé qu'il n'a même pas jugé utile de consulter les syndicats à ce sujet. Il avance des chiffres que personne ne peut vérifier, il rogne au passage des avantages acquis. Peu lui importe.

L'essentiel est de marquer le coup psychologique (les trente-cinq heures) tout en conservant sa réputation de bon gestionnaire.

Son opération publicitaire est tombée à l'eau. Car si le passage aux trente-cinq heures reste effectivement une revendication commune à l'ensemble des personnels, il ne saurait être question que ce passage s'opère en faisant des économies sur le dos des salariés. Le 19 juin, 95 % du personnel était en grève. Une semaine plus tard, le maire de Mons-en-Barœul devait s'expliquer au conseil municipal devant des délégations massives de salariés et d'administrés. Il n'estimait pas pour autant nécessaire d'ouvrir les négociations. La démocratie a ses limites que l'image de marque ignore !

Toujours est-il que les personnels communaux du Nord sont aujourd'hui amenés à se demander si aujourd'hui, après Lille et Mons, on ne veut pas faire d'eux les cobayes des nouvelles recettes d'austérité. Peu importe la sauce, que ce soit celle du grand chef Mauroy ou du marmiton Wolf, l'ensemble des syndicats ont compris la nécessité de réagir de manière unitaire et d'imposer leurs propres contre-propositions.

Les travailleurs communaux partagent largement cette volonté qui, contrairement à ce que croit Marc Wolf, n'a rien à voir avec un quelconque « complot de la LCR ».

HISPANO SUIZA
Toujours en lutte

Mardi 3 juillet, les travailleurs d'Hispano-Suiza (groupe SNECMA), à Bois-Colombes, sont toujours en lutte (voir Rouge des 22 et 29 juin). La grève a démarré le 26 juin. Les débrayages de trois heures, par roulement, sont quotidiens. Les portes de l'usine sont surveillées par les grévistes. Aucun matériel ne rentre ni ne sort. Les gardes sont assurées le week-end.

Cette riposte massive à l'application de la semaine de trente-sept heures, sans compensation salariale, a valeur de test dans l'aéronautique. Elle exprime le « ras-le-bol » des travailleurs qui paient de leur poche la réduction du temps de travail. La politique des « contrats de solidarité » systématisée dans la branche, ne se traduit par aucun mouvement d'embauche significatif. Elle profite de toutes les diminutions de commandes (réelles ou simulées) pour réduire les salaires, au même rythme que la semaine de travail. La veille des vacances d'été, l'attentisme — pour ne pas dire plus — des organisations syndicales, n'ont pas dissuadé les travailleurs d'Hispano de dire non, dans l'action.

UIE

« On a limité la casse »

Après plus d'un mois de lutte, les travailleurs de l'UIE ont repris le travail, sans licenciements, après une épreuve de force de dernière heure avec le repreneur de l'entreprise, le trust Bouygues.

Une vraie partie de bras de fer, avec prolongations ! Mardi 3 juillet, trois heures du matin, les ouvriers de l'UIE se rassemblent aux portes de l'entreprise. Ils s'apprentent à occuper à nouveau pour empêcher la mise à l'eau de la plate-forme de forage Heimdal, prévue pour le lendemain. Le responsable de la CGT-UIE annonce à la sono : « Le jugement du tribunal de commerce est tombé hier en fin de journée : le groupe AMREP est repris par Bouygues, le site de l'UIE sera maintenu en activité. » Les travailleurs se dispersent, retournent dormir avant la reprise du travail, quelques heures plus tard. L'alerte a été chaude, le réveil inutile, mais tous ont le sentiment d'avoir su veiller au grain.

Le groupe AMREP sera démantelé. Si Cherbourg est « épargné », 70 % des effectifs du siège social à Paris seront licenciés ; les sites de Montpellier, Bordeaux et une partie de celui de Marseille seront fermés. Deux mille travailleurs sur trois mille seront repris en France, quant aux cinq mille autres salariés des filiales de l'AMREP dispersés à travers le monde, leur sort est inconnu.

« A Cherbourg, nous ne crions pas victoire, explique

la CGT de l'UIE, l'action que viennent de mener les travailleurs avec la CGT seule a permis de limiter la casse pour le moment. » Mardi 26 et mercredi 27 juin l'épreuve de force entre les travailleurs et la direction de Bouygues s'est doublée d'une course de vitesse. Le trust des travaux publics avait décidé de reprendre le chantier — pour diversifier ses activités dans le créneau de l'offshore — en dictant ses conditions. 377 travailleurs du site seraient maintenus dans leur emploi, 37 licenciés, 20 débauchés en « préretraite », 91 repris en contrat à durée illimitée après un mois de préavis pour licenciement et la durée des congés payés. La mise en état de la plate-forme de forage Heimdal et son lancement le 4 juillet, dernier délai, conditionnaient la reprise de l'UIE, soulignaient les représentants du repreneur.

Echec aux licenciements

Après une journée de négociations non-stop à la préfecture de Cherbourg, les délégués de la CGT de l'UIE arrachaient une timide ouverture : dix licenciements en moins et dix contrats à durée indéterminée en plus.

La menace des licenciements, le chantage au lancement de la plate-forme Heimdal — véritable trésor de guerre des grévistes — ont fait flop. Mercredi matin, en accord avec leur syndicat, les travailleurs refusaient les conditions de reprise annoncées la veille. Une nouvelle journée de négociations non-stop s'ouvrait, sous pression. En fin d'après-midi, la direction Bouygues céda : « Les 91 salariés repris sous contrat à durée indéterminée dans le cadre de l'exécution d'une affaire précisément définie, voit leur nombre porté à 128, faisant disparaître les licenciements purs et simples des 37 salariés évoqués la veille (...) les repreneurs acceptent d'ouvrir des négociations sur l'aménagement du temps de travail, afin de tendre à faire disparaître la précarité de l'emploi affectant les 128 salariés. »

Après une assemblée générale, le travail reprenait jeudi, « aucun travailleur ne se retrouve à la rue ». « On a même sauvé trente-quatre emplois dans le second collège », soulignait la CGT, insistant au passage sur l'hostilité des cadres au cours de la lutte...

Mais vendredi 29 juin au soir, tout semblait pouvoir être remis en cause. Un télélex annonçait le report du jugement du tribunal de commerce à la semaine suivante. Aucune date n'était fixée, les accords signés à la préfecture soulignaient pourtant que « la décision de reprise incombait au tri-

bunal sur proposition du juge commissaire ».

A tort ou à raison, les travailleurs de l'UIE ont senti venir le piège : « Et si une fois la plate-forme lancée le 4, un jugement tombait les jours suivants remettant en cause l'accord arraché à Bouygues ? » Dès lundi matin, les travailleurs décidaient de reprendre les mesures de blocage de l'Heimdal jusqu'à ce que la décision du tribunal de commerce soit connue, afin de reprendre le travail, en toute connaissance de cause. Mardi matin, 3 heures, le piège de la dernière heure était déjoué.

Bouygues tenait visiblement à reprendre l'UIE de Cherbourg. Mais la lutte des travailleurs du chantier, avec la CGT, a mis en échec les plans de licenciement que le trust des travaux publics tenait déjà tout prêts dans ses cartons.

L'attitude des pouvoirs publics favorisant le démantèlement du groupe AMREP, son rachat pièce par pièce par le privé, laisse des traces profondes à Cherbourg. Comme le constatait la LCR locale dans un communiqué publié le 26 dans la presse régionale : « Que font les élus PS-PC ? (...) les travailleurs de l'UIE sont dramatiquement seuls face à des puissances financières qui leur font du chantage, face à un gouvernement de gauche qui les poignarde dans le dos, face à des élus qui ne veulent pas se mouiller. »

Michel Morel

Manifestation des travailleurs de l'UIE, à Cherbourg.



A PROPOS DU DÉPART DE LA FEN DES MILITANTS DU PCI

Une décision scandaleuse !

La Fédération de l'Éducation nationale (FEN) a, au sein du mouvement syndical français, une double particularité. Refusant en 1948 la scission CGT-FO, elle s'est constituée, de façon autonome, en fédération unitaire de l'enseignement et a reconnu le droit de tendance en son sein.

Les militants du courant lambertiste ont quitté la tendance Ecole émancipée après 1968 et ont créé des tendances aux sigles éphémères : dans différents syndicats nationaux de la FEN, comme récemment dans le SNES, « Indépendance syndicale et laïcité » (ISL)...

Aujourd'hui, la direction du PCI vient de prendre une décision d'une gravité extrême : ses militants quittent la FEN pour rejoindre Force ouvrière. Dans la mesure où le PCI se revendique du trotskysme, il est du droit et du devoir de la LCR de donner son propre jugement politique sur cette affaire.

1. La FEN se trouve aujourd'hui confrontée à une situation critique. Comme l'ensemble du mouvement syndical français, elle subit une érosion importante de ses effectifs et une anémie de sa vie militante. En outre, la FEN subit de plein fouet la loi Savary qui marque le reniement de tous les engagements laïques de la gauche.

La trahison des engagements laïques et l'application de la politique d'austérité à l'école, une politique globale qui va à l'encontre des intérêts des enseignants, des jeunes et des travailleurs : telle est la politique du gouvernement ! Telle est la politique que devrait combattre la FEN au lieu de la cautionner !

Cette situation ne peut se traduire que par de graves problèmes pour la FEN.

Dans ces conditions, il est décisif pour les militants qui refusent ces trahisons et abandons de combattre, au sein de la FEN, l'orientation des directions UID et UA, de leur opposer une claire ligne syndicale de lutte de classes.

2. Les militants du PCI, au lieu de prendre toute leur place dans ce combat, ont décidé de lui tourner le dos. La direction du PCI a, en effet, pris la lourde responsabilité d'organiser dans les syndicats de la FEN le départ de ses militants et leur transfert vers FO.

Ces militants justifient leur départ de la FEN et leur adhésion à FO à partir d'un double considérant :

— la dénonciation du soutien de la FEN aux divers plans gouvernementaux qui signifierait que la FEN et ses syndicats, renonçant à l'autonomie syndicale, se transformeraient en « courroie de transmission de la politique ministérielle » et s'engageraient dans un processus de « normalisation » de leur vie interne ;

— l'affirmation que l'aspiration des enseignants à un « syndicalisme libre et indépendant des partis, des gouvernements, des Eglises... » peut se concrétiser aujourd'hui dans l'adhésion à FO et la construction d'un syndicat indépendant FO de l'éducation.

Des arguments mensongers

Ce double considérant est totalement fallacieux :

● S'il est vrai qu'il faut dénoncer la politique des directions de la FEN de soutien au gouvernement, il est faux de prétendre que ces syndicats auraient changé de nature avec l'accession au gouvernement du PS et du PCF. Le changement de gouvernement n'a pas miraculeusement transformé ces syndicats en organisations de type corporatiste, simples suppôts du pouvoir en place. Ils sont et demeurent les syndicats qui organisent les enseignants en tant que travailleurs. La bataille laïque, les manifestations du 25 avril, confirment pleinement

cette appréciation contradictoire : quelles que soient les capitulations de sa direction, il n'y a pas de bataille sur ce terrain qui puisse prétendre contourner la FEN.

● S'il est vrai que les enseignants, comme tous les travailleurs, aspirent à un syndicalisme indépendant de toute autre préoccupation que la défense des intérêts des travailleurs, il est faux de prétendre que FO, à la différence des autres syndicats, répond à cette aspiration. Rien n'autorise, de ce point de vue, à établir une différence de nature entre FO et les autres syndicats ouvriers. Quant à la politique concrète des uns et des autres, il est facile de juger celle de FO : elle est loin d'être la plus favorable à l'unité et à l'indépendance des syndicats (pour s'en convaincre, il suffit d'observer sa participation à la gestion des caisses de la Sécurité sociale aux côtés du CNPF!). Et sur la question de la laïcité le bilan de FO est rapide à tirer : symbolisé par le fait que FO était la seule centrale ouvrière absente des manifestations du 25 avril !

De si gros mensonges de la part de la direction du PCI ne peuvent signifier

qu'une chose : les vraies raisons de l'adhésion à FO de ses militants sont à rechercher ailleurs que dans les explications officiellement données. Sans doute dans un accord entre la direction du PCI et celle de FO dont, bien entendu, rien n'a été dit publiquement !

3. Au nom de la compréhension qu'elle a de ses propres intérêts, la direction du PCI a adopté une orientation scissionniste et diviseuse. Une telle orientation est contraire aux intérêts des enseignants et des travailleurs, elle doit être dénoncée comme telle et combattue vigoureusement.

L'acquis fondamental dont la FEN est précisément porteuse est d'avoir su, lors de la scission CGT-FO de 1948, préserver l'unité du syndicalisme enseignant et maintenir la perspective de la nécessaire unification du syndicalisme ouvrier. La tendance Ecole émancipée a alors joué un rôle décisif en ce sens.

Cette unité de la FEN n'a pu alors être préservée qu'au prix du choix de l'autonomie. La FEN a, depuis, subi très lourdement les conséquences de cette autonomie et sa vie démocratique interne s'est progressivement anémiée, tandis que les tendances majoritaires se sclérosaient et que le débat interne se dégradait en fonctionnement de type parlementaire.

Pourtant, ces problèmes ne doivent pas masquer l'essentiel qui est que l'existence de la FEN, en tant que fédération unitaire, constitue la démonstration concrète de la viabilité d'une centrale unique des travailleurs.

La FEN : un outil décisif

La FEN, de par son histoire et sa place dans le mouvement syndical, peut constituer un outil décisif de la bataille pour l'unité syndicale.

C'est dans ce sens que doivent œuvrer les militants révolutionnaires dans l'enseignement.

Ce que font aujourd'hui les militants du PCI va exactement à l'inverse. En décidant

de quitter la FEN pour FO la direction du PCI a choisi :

● **D'affaiblir la FEN !** Ce qui ne peut faire que la plus grande joie de tous ceux qui, à droite comme à gauche, voient dans la FEN le principal obstacle à la réalisation des projets de démantèlement et de privatisation de l'éducation. Il est clair que les campagnes contre le « corporatisme » et le « conservatisme » des enseignants et de la FEN ne visent pas la politique de la direction de ce syndicat, mais bien la FEN comme syndicat majoritaire et unitaire des personnels de l'éducation...

● **D'aggraver la division du milieu !** A présent, les militants du PCI vont consacrer leurs efforts à construire FO, qui jusque là, n'existait pratiquement pas chez les enseignants. Et ce, en alliance avec des forces parfaitement réactionnaires qui, elles aussi, font le choix de s'investir dans FO...

● **De réveiller le « vieux démon » de la division syndicale !** Ceux-ci, s'ils ne sont pas vigoureusement combattus, conduiront inéluctablement à l'éclatement de la FEN. Ce qui signifierait un recul dramatique, et pour les personnels de l'éducation et pour le mouvement syndical français...

Que des militants révolutionnaires, qui de surcroît se réclament du trotskysme, soient à l'initiative de tels agissements est proprement scandaleux !

La LCR condamne avec la plus grande énergie un tel choix. Elle en appelle au PCI pour qu'il renonce à cette orientation et corrige ses choix. Elle en appelle à toutes les militantes et tous les militants qui, de près ou de loin, partagent les objectifs du combat révolutionnaire pour qu'ils s'opposent à une telle politique de division.

Dans l'éducation, c'est d'abord au sein de la FEN, en particulier en s'appuyant sur le combat de la tendance Ecole émancipée, qu'il faut mener la lutte pour l'unité des travailleurs, pour la satisfaction des revendications, pour l'unité et l'indépendance du syndicalisme sur des bases de classe.

Bureau politique de la LCR
Le 29 juin 1984

Manifestation du SNES, le 21 mars 1984.





RFA

Un compromis sans vainqueur

Sept semaines de grève pour un accord sans vainqueur ni vaincu. Faute d'extension et de durcissement, la grève des métallos n'a pas atteint l'objectif des trente-cinq heures. Au terme des deux ans d'application, les mêmes adversaires seront de nouveau face à face.

Les métallurgistes de l'IG-Metall sont en train de se prononcer sur l'accord intervenu entre la direction du syndicat et le patronat au terme d'une grève de sept semaines. L'accord prévoit l'application progressive, du 1^{er} avril 1985 au 30 septembre 1986, d'une réduction de la semaine de travail qui sera, en moyenne, de trente-huit heures trente.

Cette issue au conflit est présentée en France, tant par *l'Humanité* que par *le Monde*, comme une brèche dans le mur des quarante heures. Pourtant, la déception est vive parmi les grévistes, en particulier parmi les plus actifs qui ont participé aux piquets. Alors, victoire ou défaite ?

L'accord signé pêche par un certain nombre d'aspects. Le moins important n'est pas la division qu'il introduit entre les entreprises. Trente-huit heures trente par semaine est un moyen-

ne. La réduction s'échelonne entre zéro et trois heures. Selon la direction du syndicat, ce sera aux conseils d'usine de faire appliquer la semaine de trente-huit heures trente. Cette explication ne tient pas debout : à l'issue de la grève, les conseils ne sont pas sortis plus forts que le syndicat.

Un autre aspect négatif du compromis est la perte de salaire qu'il implique. Au bout de deux ans, tous ceux qui travailleront trente-sept heures verront leur salaire amputé de 25 %. Dans ces conditions, il est probable que beaucoup de travailleurs veuillent retourner aux quarante heures pour éviter la perte de salaire.

Une avancée vers les trente-cinq heures ?

Plus qu'un pas en avant vers les trente-cinq heures, même si l'accord peut avoir

des répercussions européennes, le compromis est « une avancée vers la division de la classe ouvrière et surtout la flexibilité du temps de travail », comme nous l'a expliqué un camarade du GIM (section allemande de la IV^e Internationale).

Pour autant, il n'est pas possible d'analyser l'accord comme la sanction d'une défaite des métallurgistes en RFA. Il ne faut pas oublier que le patronat ouest-allemand était déterminé à mettre à genoux l'IG-Metall et la classe ouvrière. Il ne voulait pas entendre parler de réduction du temps de travail.

Surtout, ce qui empêche de parler de défaite, c'est que le patronat a signé à un moment crucial de la grève. Du point de vue des grévistes, il était possible d'améliorer le rapport de forces, de relancer l'action en y incluant d'autres secteurs et surtout en impulsant des occupations d'usine. D'ailleurs, des occupations étaient prévues dans plusieurs entreprises pour jeudi dernier, mais l'accord a été annoncé le mardi... La poursuite de la grève ne pouvait se faire que dans ces conditions. Cette élévation qualitative aurait touché des entreprises « sensi-

bles » pour le capitalisme.

« Les patrons ont utilisé le lock-out contre la grève. Les travailleurs allaient utiliser l'occupation comme réponse au lock-out; les travailleurs allaient apprendre à occuper leurs usines. » Pour ne pas payer ce prix, en plus de la perte de production estimée à dix milliards de deutschmarks pour les seules entreprises de la métallurgie, les patrons d'outre-Rhin ont renoncé à leur intransigeance.

Et dans deux ans ?

L'accord sera, selon toute vraisemblance, ratifié par les syndiqués de l'IG-Metall. Un esprit de discipline syndicale joue dans les grandes villes comme Stuttgart ou Mannheim. A l'issue de ces semaines de grève, où l'activité de base a dépassé la tradition et qui efface quelque peu la défaite des six semaines de grève de 1979, une question demeure : lorsque l'accord parviendra à son terme, d'ici deux ans, quelles seront les capacités de mobilisation de la classe ouvrière de RFA ? De la réponse à cette question dépend la possibilité d'infliger au patronat une défaite en avançant résolument vers les trente-cinq heures.

Jean-Jacques Laredo



Bonjour M^r Orwell

1984, contre-utopies, utopies et marxisme
Michel Lequenne

1984, le mysticisme de la cruauté
Isaac Deutscher

1984 et la Hongrie
György Dalos

1984 en 1984 : variations sur un crépuscule très orwellien
Alain Brossat

L'avenir radieux de la technique
Maxime Durand

Utopies, rejet de l'utopie et projet révolutionnaire
Entretien avec Daniel Bensaid

Marxisme et utopie révolutionnaire chez Ernst Bloch
Carlos Rossi

ABONNEMENT A DOMICILE

| | FRANCE DOM-TOM | ETRANGER | Nom _____ |
|---|----------------|----------|---|
| 1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste | 450 F | 500 F | Prénom _____ |
| 2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros | 160 F | | Adresse _____ |
| 3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros | 150 F | 170 F | Formule choisie _____ |
| 4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros | 65 F | 75 F | Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80 |
| 5. INPRECOR 1 an = 25 numéros | 250 F | 250 F | |
| Abonnements par avion : nous consulter | | | |

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

PORTUGAL

Otelo en prison

En arrêtant l'un des acteurs du 25 avril 1974, le gouvernement de Mario Soares veut faire passer son projet de loi répressif sur la sécurité au nom de la lutte contre le terrorisme.

Otelo Saraiva de Carvalho, qui fut l'un des dirigeants du coup d'Etat du 25 avril 1974 (qui mit fin à la dictature de Caetano), a été arrêté le 19 juin. L'ancien commandant du COPCON, bras armé du MFA, fait partie du coup de filet visant les Forces populaires-25 avril, qui suivent depuis 1980 un cours terroriste. L'accusation s'appuie sur ses sympathies affichées pour le Front d'unité populaire (FUP) dont d'anciens militants ont rejoint les Forces populaires-25.

Otelo de Carvalho fut candidat à l'élection présidentielle de juin 1976, à l'occasion de laquelle se forma le FUP. Seize pour cent des suffrages se concentrèrent sur sa personne, qui incarnait même de façon déformée, les acquis de la révolution portugaise depuis la chute de la dictature et notamment ceux des formes d'auto-organisation.

Otelo réitérait lors de la présidentielle de décembre 1980, mais le charme était rompu et le seul prestige du candidat ne suffit pas à lui faire dépasser 3 %.

Le fond de l'affaire est bien le projet de loi gouvernemental sur la sécurité et son contexte réside dans la préparation de l'élection présidentielle de 1985. La coalition du Parti socialiste et du Parti social-démocrate (droite) s'est attelée à la remise sur pied des composantes de l'appareil répressif qu'avait éliminées le 25 avril. Son projet autorise les écoutes téléphoniques, les perquisitions sans mandat et l'ouverture du courrier, ce qui ne fait pas l'unanimité dans le parti de Mario Soares.

Ce dernier est dans une position inconfortable. L'arrestation d'Otelo a eu lieu alors qu'il était en visite en Coré du Sud et au Japon. Le bruit court que Soares ignorait sa présence sur la liste des quarante-deux inculpés, et serait la victime d'une peau de banane aimablement lancée par le PSD. De plus, le PS s'inquiète du lancement prochain d'un parti autour de l'actuel président de la République, le général Eanes, qui envisage une réforme lui permettant de briguer un troisième mandat.

Pour faire passer son projet de loi, le gouvernement portugais a besoin d'une démonstration. Il n'est pas sûr de la trouver dans le dossier réuni contre

Otelo de Carvalho et risque ainsi d'être victime d'un effet boomerang.

Jean-Jacques Laredo

Otelo de Carvalho, en novembre 1975. A cette époque, il symbolisait la révolution des œillets.



Une réunion d'un conseil de travailleurs, en 1976.



BOLIVIE

Echec d'un coup d'Etat

Le président Siles Zuazo a surmonté une tentative de coup d'Etat mal organisé. Mais il n'est pas sûr de faire face aux énormes difficultés économiques du pays, en particulier son importante dette extérieure.

Le président bolivien Hernan Siles Zuazo a failli être victime du 190^e coup d'Etat qu'a connu son pays en cent soixante ans. Le tout s'est joué en dix heures, le 2 juillet. L'armée n'a pas suivi les quelques dizaines de mutins, pour la plupart membres des unités « léopards » chargées de la lutte anticocaïne. Les partis de la coalition gouvernementale de gauche, incluant le PC, ont formé avec la centrale syndicale COB un commandement politico-militaire coordonné avec les unités loyalistes.

Comme dans toutes les tentatives de coup d'Etat ou d'action violente de ces der-

nières années, il est tentant de voir la main des trafiquants de cocaïne. La Bolivie en est le premier producteur mondial et le trafic s'est épanoui durant la dictature de Hugo Banzer, de 1971 à 1978. Les hautes sphères de l'état-major sont, de notoriété publique, mouillées jusqu'au cou dans ce trafic, ce qui explique que toutes les tentatives pour le stopper aient échoué, en général dans le sang. La cocaïne a ainsi détrôné l'étain comme principale ressource du pays.

La situation économique du pays n'a fait qu'empirer et c'est là le principal problème posé au gouver-

nement depuis l'élection de Zuazo en octobre 1982. La dette extérieure dépasse pour 1984 les six cents millions de dollars. Le gouvernement de l'UDP a dû annoncer la suspension du remboursement de la dette privée (104 milliards de dollars). Si la tentative de coup d'Etat a suscité une réaction d'union nationale autour du président, elle n'efface pas les conflits provoqués par la politique d'austérité organisée par le plan mis en place le 12 avril dernier. Celui-ci a consisté en la dévaluation de 300 % du peso et l'augmentation des biens et services de base comprise entre 200 et 500 % (l'inflation atteint le chiffre colossal de 1 500 % par an). Contre ces mesures, 4 500 syndicalistes avaient entamé une grève de la faim et la COB avait lancé un mot d'ordre de grève générale, annulé à l'annonce de la tentative de coup d'Etat. Autant de problèmes qui restent posés.

Jean-Jacques Laredo

TRIBUNE LIBRE

MOUVEMENT DE LA GAUCHE
REVOLUTIONNAIRE CHILIEN (MIR)Légalisation
des assassinats

Pendant les dix années de la dictature de Pinochet, notre pays n'a cessé, à aucun moment, d'être cité aux sessions de l'ONU, aux forums internationaux comme l'un des pays qui ne respectent jamais les droits fondamentaux de l'homme.

Sanctions économiques et morales, interventions de commissions *ad hoc*, ruptures de relations internationales avec des pays amis dotés de traditions démocratiques, cela n'a pas suffi pour contrôler et arrêter l'institutionnalisation du terrorisme d'Etat, implanté par Pinochet au Chili. Encore plus, la Constitution de 1980 a été modifiée ces dernières années en fonction de ses intérêts de domination (loi antiterroriste) et économiques, comme le cas « Mellocoton » (achat et vente de lieux publics pour des bénéfices personnels). L'avocat Jorge Lavanderos a subi une tentative d'assassinat alors qu'il enquêtait sur cette affaire.

Le mouvement populaire chilien s'oppose violemment à cette répression, expression du terrorisme d'Etat. Contre la dictature, il impulse de nouvelles formes de lutte et d'organisation avec des références sociales et politiques, indépendantes et démocratiques afin de transformer les *protestas* nationales et locales en grève générale populaire (*protesta* du 11 mai et marche contre la faim et l'oppression).

Vu la résistance qui conduit et dirige les forces populaires, la dictature attaque les composantes du mouvement par tous les moyens dont elle dispose.

Dans ce contexte, un conseil de guerre, illégal, a été convoqué pour juger six résistants au régime. Quel est l'objectif que poursuit la dictature avec ce conseil de guerre, inadmissible en temps de paix ? La naissance de ce précédent juridique permet la construction politique et idéologique d'une barrière contre l'explosion crois-

sante de la classe ouvrière et du peuple.

Cette situation et les nouvelles attributions de la loi antiterroriste donne la suprématie au ministère de l'Intérieur (dont le bras exécutif est la CNI) sur le pouvoir judiciaire. Les conseils de guerre sont en passe de légaliser l'assassinat de toute personne qui se risque à élever la voix pour réclamer les droits les plus élémentaires : pain, travail, logement, éducation, santé, justice et liberté.

Aujourd'hui, on assiste au plus grand silence sur les conseils de guerre. Ce silence implique que l'opinion mondiale se situe au seuil du massacre de notre peuple.

L'opinion internationale, et particulièrement le peuple et le gouvernement français, doit s'élever et prendre parti clairement contre la peine de mort à l'encontre des six opposants à la dictature pour ne pas légitimer un processus qui met en cause le droit le plus fondamental de l'homme : son droit à l'existence. La dictature ne sera pas la seule à avoir les mains tachées de sang. Les pays du monde qui, par leur silence et leurs échanges commerciaux et d'armements, légitiment la dictature militaire de Pinochet le seront aussi.

La dictature tombera si la force populaire et armée de notre peuple peut compter sur le soutien inconditionnel de l'opinion publique internationale.

Si les journées héroïques de *protestas* et de luttes qu'affronte actuellement notre peuple ont leur place dans l'histoire de notre continent, elles l'ont également dans l'histoire de toutes les luttes de libération des peuples du monde du XX^e siècle.

Contre les conseils de guerre et la légalisation de l'assassinat du peuple chilien !

Démocratie maintenant !

Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)

Vient
de
paraître



Défendre la révolution en Amérique centrale contre l'interventionnisme US

MICHEL FOUCAULT

Une rigueur qui appelle le respect

Michel Foucault est mort à l'âge de cinquante-huit ans. Comme Sartre, il avait symbolisé, dans les années soixante-dix, la volonté d'intellectuels de premier plan de prendre concrètement position dans les luttes. Ses désaccords avec le marxisme ne peuvent faire oublier une rigueur et une rectitude qui appellent respect et hommage.

Michel Foucault vient de mourir à l'âge de cinquante-huit ans. Quelques années après Sartre. Tous deux, dans les années soixante-dix, s'étaient souvent retrouvés côte à côte pour soutenir les immigrés à la Goutte-d'Or, distribuer la Cause du peuple à Renault après l'assassinat d'Overney.

Tous deux symbolisaient la volonté qu'avaient des intellectuels de renom de prendre concrètement position dans les luttes d'alors; Foucault avait fait partie aussi d'une commission d'enquête sur l'affaire Jaurès, un journaliste tabassé dans un car de police en 1971.

Après les révoltes dans les prisons françaises de 1973, il participe activement à l'animation du GIP (Groupe information prison) qui devient le porte-voix des prisonniers avant de se dissoudre pour donner naissance au CAP (Comité d'action des prisonniers).

En 1973, lors de la dissolution de la Ligue communiste, c'est son nom que l'on trouve à côté du compte courant postal qui a été ouvert par le comité de soutien qui se met en place.

En 1977, il manifeste contre l'extradition de Klaus Croissant, l'avocat allemand accusé de terrorisme...

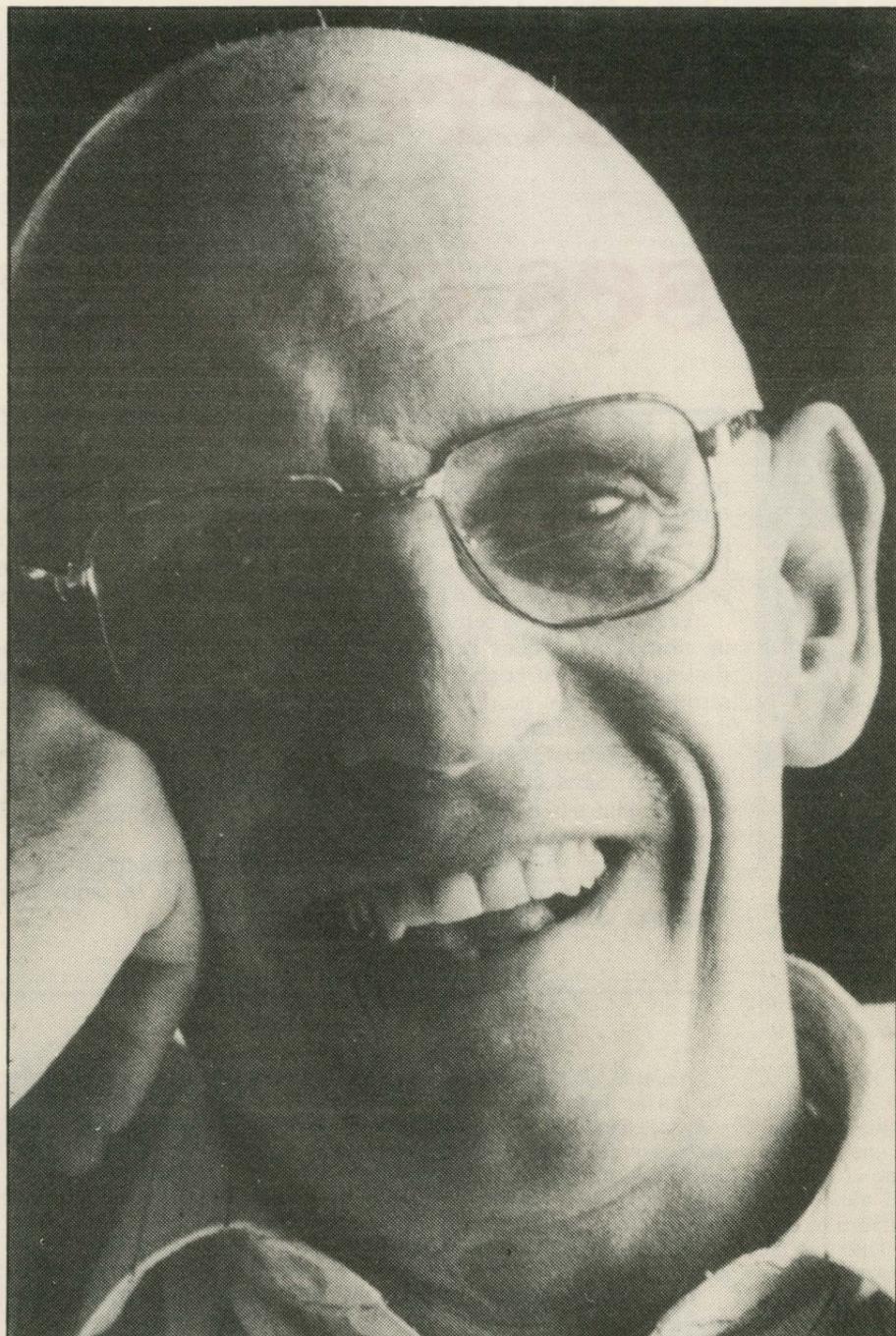
Il ne séparait pas, à sa façon, cet engagement et son propre travail théorique. En 1975, il produit une de ses œuvres majeures : *Surveiller et punir, naissance de la prison*. Il apparaît alors comme le penseur critique du pouvoir, ou plutôt des pouvoirs.

Sa volonté de se démarquer du marxisme est explicite. « *Les mouvements révolutionnaires marxistes et marxisés depuis la fin du XIX^e siècle ont privilégié l'appareil d'Etat comme cible de lutte.* » Du coup, le mouvement révolutionnaire se « *constitue comme parti, modèle — de l'intérieur — comme un appareil d'Etat avec les mêmes mécanismes* »; ensuite « *l'appareil d'Etat doit être reconduit, au moins jusqu'à un certain point, pendant la dictature du prolétariat* ».

Si l'on ne veut pas recommencer « *l'expérience soviétique, que le processus révolutionnaire ne s'ensable pas [il faut comprendre] que le pouvoir n'est pas localisé dans l'appareil d'Etat et que rien ne sera changé dans la société si les mécanismes de pouvoir qui fonctionnent en dehors des appareils d'Etat, au-dessous d'eux, à côté* » ne sont pas brisés (1).

Ce sont ces micro-pouvoirs — de l'asile à la prison — qui fascinent Foucault et qu'il démonte sans cesse. A l'époque, toute une série de courants issus du « mouvement gauchiste » ont pu trouver là une vision justifiant leur propre abandon de la lutte politique. Foucault, lui, était moins bruyant.

Ce n'est pas l'objet, ici, de discuter en détail de ces thèses. Par contre, il faut rappeler l'intérêt considérable de ce livre sur « l'histoire » des prisons. Tout aussi passionnant que celui écrit en 1961 : *Histoire de la folie à l'âge classique* qui précédera d'ailleurs de peu ce vaste



mouvement de pensée qu'on nommera « l'antipsychiatrie » et qui aboutira lui aussi à des remises en cause profondes de l'institution psychiatrique.

Dans ces livres et d'autres (comme *la Naissance de la clinique* 1963), nous apprenons toute l'importance que

peuvent avoir l'internement psychiatrique, la normalisation psychologique des individus, les institutions pénales dans la machinerie du pouvoir bourgeois qui se met en place.

Sans pour autant sombrer dans un antirationalisme trop souvent à la mode

et vite réactionnaire, il nous montre que la raison moderne, celle des « lumières », portée par la bourgeoisie, est un long processus de normalisation du corps social, d'enfermement des déviants. L'autre face de la « rationalisation » de la société et de sa mise au travail

pour la production « moderne ».

Nous avons parlé de Foucault et de Sartre. Pourtant tout les séparait. Sartre était un des derniers philosophes qui se voulait porteur d'un savoir totalisant, d'une conscience critique morale et politique au nom de valeurs universelles.

Foucault ne croyait plus à cette fonction de l'intellectuel et à cet humanisme conquérant. En 1966, dans *les Mots et les choses*, il avait même annoncé « *la mort de l'homme* ». Il avait été dénoncé comme un représentant typique de la pensée structuraliste-technocratique qui voulait évacuer le sujet et l'histoire.

Ses prises de position futures montrèrent qu'il n'avait pas oublié les hommes. Il ne croyait pas qu'on pouvait retrouver la transparence du sujet et de l'histoire auquel beaucoup avaient rêvé au XIX^e siècle. Ce faisant, il traduisait sûrement une époque où le prolétariat n'apparaissait plus comme sujet possible de la révolution et du processus historique. Il dérangeait ainsi des assurances peut-être trop faciles, de ceux qui se réclamaient du marxisme.

Dans ses deux derniers livres sortis juste avant sa mort après de longues années de silence, il semble qu'il déplaçait sa réflexion d'une étude des pouvoirs à un travail sur l'individu, les règles éthiques, « *les techniques de soi* » permettant de « *gouverner* » sa vie. Signe des temps aussi que ce déplacement.

Mais tout cela, comme toutes ces louanges qui viennent sur sa tombe de la part de gens que nous n'aimons guère et qui n'ont eu ni sa rigueur ni sa rectitude, ne nous empêchera pas de dire que Michel Foucault était un homme respectable, très respectable.

Antoine Artous

1. Interview à *Quel corps ?* n° 2.



● **Dimanche** 20 h 35 (TF 1), *Un si joli village* d'E. Perrier avec V. Lanoux et J. Carmet. « Mon Beauf » face au « juge Pascal ». Laborieux, malgré certains moments réjouissants, dus essentiellement au talent des deux

principaux comédiens et à la crédibilité de la situation politico-sociale évoquée.

22 h 30 (FR 3), *Toto* de Jacques Tourneur avec R. Saint-Cyr, A. Préjean et R. Goupil. Troisième film de Tourneur, celui-ci est

une comédie musicale avec Préjean, la vedette de l'époque.

● **Lundi** 20 h 35 (TF 1), 3 h 10 pour *Yuma* de Delmer Daves avec G. Ford et Van Heflin. Presque un drame classique avec unités de lieu et de temps... en tout cas un prototype réussi du western psychologique où les salauds ne sont pas si salauds que ça, et les balourds de shérifs pas si bovins qu'ils en ont l'air.

● **Mardi** 20 h 35 (A 2), *l'Etoile de l'espoir* d'Edmond Keossiaian, film arménien consacré au 150^e anniver-

saire du rattachement de l'Arménie à la Russie. Au 18^e siècle, les Arméniens de la République de Sunic sont menacés par les Turcs...

20 h 35 (FR 3), *les Oies sauvages* d'A. MacLaglen avec R. Burton, R. Harris, S. Granger, R. Moore. Au cœur des années quarante, la Warner était pourtant la grande spécialiste du film noir, social, terrible miroir de l'Amérique. En 1977, elle produit ce film raciste, crypto-fasciste qu'aucun alibi ne pourrait excuser. Que MacLaglen, vieux chanteur des culottes de peaux US,

signe la mise en scène n'a rien d'étonnant, mais que Burton et Harris, d'habitude mieux inspirés, aient osé se commettre dans ce boursier, en dit long sur la puissance du fisc anglo-saxon lorsqu'il s'accroche aux basques des vedettes de cinéma.

22 h 20 (TF 1), *Cri de femmes* de Jules Dassin avec M. Mercouri et Ellen Burstyn. Film étrange, redondant, boursoufflé et, il faut bien l'avouer, complètement raté, sauf peut-être la partie consacrée à Ellen Burstyn, la vraie « Médée » prisonnière. C'est hélas, le seul

moment où le film émeut et touche.

● **Mercredi** 21 h 55 (FR 3), *Mon premier amour* d'Elie Chouraqui avec A. Aimée et R. Berry. Grotesque mélo nullissime et lacrymal (si vous passez outre, prévoyez des kleenex!).

● **Vendredi** 23 h (A 2), *le Garçon sauvage* de J. Delannoy avec M. Robinson. J.-C. Decaux aurait-il remplacé C.-J. Philippe durant l'été, et trouvé au fond d'une benne, un soir de 1951, ce vieux navet sans intérêt ?

Michel Laszlo

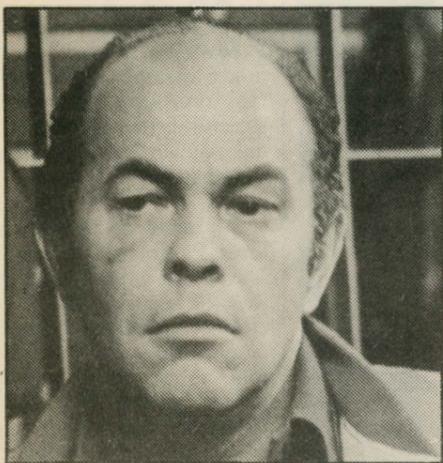
Rassemblement

Jeudi 12 juillet à 18 h 30

Esplanade des Invalides, devant l'ambassade de Pologne

Solidarność

Libérez Kuron et ses camarades



Jacek Kuron, né en 1937, est l'une des figures historiques de l'opposition démocratique en Pologne. Son itinéraire se confond avec celui de cette opposition. Lié en 1956 à la « gauche d'octobre » au sein du POUP, il fonde et anime le mouvement socialiste des « scouts rouges ».

En 1964, il signe, avec Karol Modzelewski, une « Lettre ouverte au POUP », véritable manifeste de l'opposition de gauche d'alors, qui présente une analyse marxiste de la réalité polonaise et propose un programme de révolution antibureaucratique. Il est alors exclu du parti et condamné à trois ans de prison. Libéré, il fait partie des animateurs du mouvement étudiant qui sera écrasé en mars 1968. Son action lui vaut une nouvelle condamnation à trois ans et demi de prison. A sa libération, il ne retrouve plus de travail.

En 1975, il prend une part active à la campagne de pétitions contre la nouvelle Constitution, qui fait référence au « rôle dirigeant du POUP ». En juin 1976, il adresse une lettre ouverte à Berlinguer, lui demandant de prendre la défense des travailleurs réprimés pour cause de grève. Actif dans cette campagne, il participe à la fondation du KOR (qui s'appelle tout d'abord Comité de défense des ouvriers), dont il devient l'un des porte-parole. Arrêté pour cela en 1977, il est libéré à l'occasion d'une amnistie, à la suite d'une intense campagne de solidarité.

En juillet 1980, il organise un bureau d'information sur les grèves, dont le rôle sera capital pour la propagation des expériences de lutte et d'auto-organisation les plus avancées. Emprisonné à nouveau, il est libéré par les accords de Gdansk, puis devient un des experts de la commission nationale de Solidarność. Il sera par la suite, l'un des tenants de la stratégie « d'auto-limitation » de la révolution polonaise, s'opposant par avance à toute idée de la prise du pouvoir par les travailleurs au nom du danger de l'intervention soviétique.

Interné le 13 décembre, il fera parvenir de son lieu de détention, deux articles dans lesquels il se prononcera pour la grève générale, tout en prônant la recherche d'un compromis historique avec le Kremlin, pardessus la tête des bureaucrates polonais. Transféré dans une prison, il n'aura plus ensuite, la possibilité de prendre part aux débats de Solidarność.

Quatre militants de l'ex-KOR (comité d'autodéfense sociale) passeront en procès à Varsovie à partir du 13 juillet prochain. Les dictateurs polonais leur reprochent d'avoir défendu les grévistes réprimés après juin 1976, d'avoir défendu les revendications ouvrières, d'avoir aidé à la mise en place des comités de grève à l'été 1980... Bref, ils les accusent d'avoir joué un rôle de premier plan dans le processus d'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant en Pologne.

Ce procès dont la sentence, à n'en pas douter, est d'ores et déjà fixée, constitue un nouveau pas dans l'escalade répressive dans laquelle le régime de Jaruzelski s'est engagé. C'est la première fois depuis le 13 décembre 1981, que des militants seront jugés, non pour avoir enfreint la loi martiale et ses succédanés, mais pour des actes antérieurs.

Les accords de Gdansk stipulaient la libération de tous les prisonniers politiques. Sans introduire une amnistie à proprement parler, ils étaient perçus comme telle par tous. C'est donc aussi une nouvelle remise en cause de ses accords que la bureaucratie introduit aujourd'hui.

Ce procès marque la volonté du régime de pénaliser toute activité sociale indépendante. C'est une nouvelle agression contre le mouvement ouvrier que Jaruzelski s'appête à administrer.

Cyril Smuga

Adam Michnik, historien, né en 1946, a fait partie du groupe de Kuron et Modzelewski. En 1968, après les manifestations étudiantes de mars, il est condamné avec eux à trois ans de prison. Libéré en 1971, il travaille comme ouvrier soudeur et poursuit ses études. Il prend part aux protestations contre les modifications de la Constitution en 1975.

En 1976, il séjourne en France, d'où il appuie la fondation du KOR par ses amis.



De retour en Pologne en 1977, il est emprisonné, puis libéré avec Kuron. Il participe à la fondation de « l'Université volante », fait partie de la direction de la maison d'édition indépendante NOWA, anime la revue *Krytyka*.

Arrêté en août 1980, il est libéré par les accords de Gdansk. Expert auprès de la direction régionale de Solidarność de Varsovie, il partage les choix stratégiques de Kuron. Interné le 13 décembre, il continue à faire parvenir nombre d'articles publiés clandestinement dans *Krytyka*.



Henryk Wujec, né en 1941, commence par militer dans les clubs de l'intelligentsia catholique (KIK). Après les grèves de juin 1976, il organise le soutien aux grévistes réprimés. En septembre 1977, il participe à la fondation de *Robotnik* (premier journal ouvrier indépendant en Pologne). En 1979, il prend part à la rédaction de la Charte des droits ouvriers, à la fois programme et manifeste des embryons de mouvement syndical indépendant.

En juillet et en août 1980, *Robotnik* jouera un rôle de premier plan, devenant le véritable lien entre les travailleurs en grève, popularisant les expériences et les revendications, informant sur l'état du mouvement. Arrêté en août, Wujec sera libéré à la suite des accords de Gdansk.

Dirigeant de Solidarność de la région de Varsovie — il organisera en particulier la formation syndicale — élu à la direction nationale du syndicat lors de son premier congrès, actif dans le soutien au mouvement d'autogestion en plein développement, Henryk Wujec a été interné le 13 décembre 1981.

Zbigniew Romaszewski, né en 1941, est l'un des organisateurs de l'action de soutien aux grévistes d'Ursus et Radom réprimés après juin 1976. Fondateur du KOR, il crée en son sein le bureau d'intervention, dont l'objectif est d'apporter une aide aux victimes de la répression dans le pays et de recenser les cas de violations des lois et d'abus policiers. Il est également l'un des artisans de la coopération du KOR avec l'opposition soviétique du groupe Helsinki de Moscou.

En septembre 1980, il devient membre du présidium de la direction régionale de Solidarność de Varsovie, puis, en septembre 1981, est élu à la direction nationale du syndicat.

Le 13 décembre 1981, il passe dans la clandestinité. Il organise alors Radio-Solidarność à Varsovie, fait partie de la direction régionale clandestine, au sein de laquelle il se fait l'artisan du rapprochement avec les structures de coordination impulsées de la base, notamment le MRKS. Dans le débat qui traverse le mouvement clandestin, il défend la stratégie de la grève générale. Arrêté en août 1982, il est condamné à quatre ans et demi de prison.

SOLIDARNOŚĆ

Mobilisation

Dès l'annonce du procès des responsables du KOR, des contacts unitaires ont été pris avec l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques. A l'heure où nous mettons sous presse, plusieurs organisations se sont accordées sur l'organisation d'un rassemblement le 12 juillet. Les contacts se poursuivent pour aboutir à la riposte la plus large. Pour sa part, la LCR invite ses militants et sympathisants à participer nombreux à cette initiative.

Dernière minute:

Jacky Chalot

libéré